



Hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

[www.monde-libertaire.fr](http://www.monde-libertaire.fr)

ISSN 0026-9433

2€



**CONTRE LA LOI MACRON**

**GRÈVE GÉNÉRALE**

**ET MANIFESTATION**

**Lundi**

**26 janvier 2015**

**Tous à Paris !**

**FÉDÉRATION ANARCHISTE**



Précaires, réjouissez-vous! Avec la loi Macron, en passe d'être adoptée à l'Assemblée nationale, à vous le travail dominical, de nuit et pendant les jours fériés, le tout avec plein d'autres douceurs. Et, pendant ce temps, on nous défend à cor et à cri la sacro-sainte liberté d'expression. Mais qui s'est levé, dimanche 11 janvier 2015, pour la défendre? Le Premier ministre turc qui laisse l'État islamique massacrer les révolutionnaires kurdes? Le Premier ministre espagnol qui enferme les militants anarchistes? En tout cas, sûrement pas les travailleurs du dimanche. Ni ceux qui ne sont pas dupes de cette union nationale des imbéciles qui, sous couvert d'ennemi intérieur de la nation (Robespierre nous a déjà fait le coup), cherche à diviser le prolétariat et à l'éloigner de la revendication de ses intérêts de classe. De fait, la mascarade gouvernementale, massivement portée par des médias hystériques, a permis de passer sous silence les discussions autour de cette loi Macron... offrant son vote sur un plateau d'argent au jeune ministre de l'Économie – jeune mais déjà milliardaire –, tout juste de retour de Las Vegas, où il défendait il y a quelques jours la France qui innove et investit à l'étranger... Désormais, il est temps que l'émotion retombe et que la guerre sociale batte à nouveau son plein.

## Actualité

**Avons-nous le choix ?** par Céline, page 3

**Pégida: sous les pavés, la vase,** par E. Vanhecke, page 4

**Profits juteux pour le patronat,** par Justhom, page 5

**Météo syndicale,** par J.-P. Germain, page 6

**Retour sur la manif féministe,** par Gpe Salvador-Seguí, page 7

**Santé: un projet de loi scélérat,** par Gpe Sanguin, page 8

## Arguments

**Obscénité religieuse (1/2),** par Cornélius, page 11

**Une tentation libérale liberticide,** par G. Goutte, page 15

## Histoire

**André Devriendt, en hommage,** par F. Gomez, page 17

## À lire

**Max Nettlau, un historien anarchiste,** par M. Enckell, page 20

## Le mouvement

**La FA dans le Gard et le Vaucluse,** par gpe Gard-Vaucluse, page 21

## Illustrations

**Aurelio, Krokaga**

### Tarifs

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n<sup>os</sup> hebdos, 1 n<sup>o</sup> hors série

6 mois, 18 n<sup>os</sup> hebdos, 2/3 n<sup>os</sup> hors série

1 an, 35 n<sup>os</sup> hebdos, 5/6 n<sup>os</sup> hors série

### France et étranger

○ 25 €

○ 50 €

○ 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

**Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

### Bulletin d'abonnement

#### Abonnement de soutien

1 an ○ 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, abonnement annuel à 53 euros. Gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX) Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

# Projet de loi Macron

## Avons-nous le choix ?

À LA PREMIÈRE LECTURE du projet de loi Macron, on est tenté, comme beaucoup de médias, de déclarer qu'il s'agit d'un projet de loi «fourretout» où l'on trouve des sujets très diversifiés : conditions d'examens du code du permis de conduire, réforme des conseils de prud'hommes, fibre optique, déréglementation des professions spécialisées en droit ou en chiffre, conditions de recours aux architectes pour les exploitations agricoles, nouveaux pouvoirs de l'inspecteur du travail, conditions de publicité de l'Euro foot 2016, travail du dimanche et en soirée... et j'en passe!

Beaucoup ont relayé les dispositions particulières aux conditions du travail du dimanche et en soirée (ne pas oublier ce dernier terme!) ou celles relatives à la déréglementation des professions du droit et du chiffre (on a pu voir des avocats, des huissiers et des experts-comptables défiler!).

Cependant, une lecture plus approfondie du texte de plus de 500 pages (blabla politique : 50 pages ; corps juridique de la loi : près de 90 pages ; études d'impact : 360 pages) permet de se rendre compte à quel point ces écrits constituent un maillon supplémentaire de la chaîne qui va emprisonner les salariés, pour lesquels «droits» puis «liberté» déjà réduits disparaîtront au bout du bout.

Pour l'instant, les droits des salariés sont regroupés dans le Code du travail. Les conventions collectives nationales du travail et les accords collectifs améliorent (souvent) les droits, mais ces textes ne s'appliquent pas à tous, contrairement au bon vieux code dont il s'agit. En effet, le contrat de travail est un contrat spécifique conclu entre deux parties qui ne sont pas égalitaires : le salarié est subordonné au pouvoir de direction de l'employeur. C'est ainsi que le Code du travail protège les salariés en définissant, notamment, les règles relatives à la formation, à l'exécution et à la rupture du contrat de travail.

Le Code civil ne peut pas et ne doit pas protéger le contrat de travail (ce n'est pas un contrat classique).

Mais c'est pourtant ce que souhaite Macron : que les dispositions du Code civil s'appliquent au contrat de travail. Voilà encore un coup de pioche pour enterrer le Code du travail. Bientôt, celui-ci n'aura plus lieu d'être puisque c'est le Code civil qui s'appliquera.

Par ailleurs, ce projet de loi Macron, toujours au service des employeurs, en profite pour corriger certains oublis de la précédente loi «sociale» du gouvernement Hollande (loi «sur la sécurisation de l'emploi»).

Souvenez-vous de Mory Ducros (novembre 2013) : le plan social le plus important (France) depuis Moulinex (2001) avait supprimé plus de la moitié de l'effectif (2 800 licenciés sur 5 000). Ce plan a été retoqué par la cour d'appel de Versailles en juillet dernier pour plusieurs raisons, notamment parce que le périmètre retenu pour établir les critères d'ordre pour choisir les personnes à licencier était plus restreint que celui de l'entreprise (en gros, l'employeur a établi des critères pour licencier des salariés qu'il visait particulièrement, au lieu de faire la comparaison avec tous ceux de l'entreprise).

Or l'article 98 du projet de loi vise à légaliser l'attitude du patron de Mory Ducros. Cette disposition réduirait à néant des années de construction jurisprudentielle (des décisions de juges de 1<sup>er</sup> degré, décisions de cour d'appel et décisions de Cour de cassation) qui s'est établie à force de courage et de pugnacité des salariés licenciés qui ont refusé de se laisser faire. Macron se débarrasse du droit du travail.

On pourrait citer d'autres exemples outre ceux à peine développés ici, tels que la disparition proposée de la peine de prison relative au délit d'entrave syndicale, etc.

Il s'agit ici de satisfaire la demande patronale relayée par le gouvernement Hollande en la personne de Macron, qui n'est pas un inconnu du grand capital. Devenu millionnaire dans le cadre de son métier de banquier d'affaires en 2012 (il a négocié le rachat par Nestlé de Pfizer, 9 millions d'euros, il en gagne 2 à cette occasion), il est aussi l'artisan du pacte de responsabilité, du pacte de compétitivité et donc du Cice (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) – qui a doublé en 2014<sup>1</sup>, cela dit en passant. Il a été rapporteur d'une commission «Attali<sup>2</sup>» commandée par Sarko en 2007 (commission pour la libération de la croissance française) de laquelle il s'inspire aujourd'hui pour son projet de loi.

En même temps, il ne fait que suivre les chemins tracés : la loi dite «sur la sécurisation de l'emploi» du 14 juin 2013 (suite à l'accord Medef/CFDT) donnant au patronat une méthode efficace pour réduire «sa masse salariale» ou la réduire à la précarité la plus totale (mobilité forcée, baisse de salaire pendant deux ans sous prétexte de crise, modification de la notion de licenciement économique, etc.).

Ainsi, les fameux accords de compétitivité commandés par Sarkozy ont été livrés, par Hollande, aux salariés sous forme d'accords sur la sécurisation de l'emploi : changement du titre et de quelques lignes par un vocabulaire «de gauche» suffisent.

**CONTRE LA LOI MACRON**

**GRÈVE GÉNÉRALE  
ET MANIFESTATION**

**Lundi  
26 janvier 2015**

**RENDEZ-VOUS AU MÉTRO  
CHAUSSÉE-D'ANTIN-LA FAYETTE**

**FÉDÉRATION ANARCHISTE**

Jusqu'où iront-ils? Exactement là où nous les laisserons aller! Nous, militants anarchistes, devons réagir et agir, informer et former. Organisons-nous pour que les centrales syndicales soient un véritable outil pour lutter contre ces politiques (de ce point de vue, ce qui se passe à la CGT et se qui se passera à FO, congrès en février, ne peut nous laisser indifférents). C'est compliqué? C'est difficile, oui. Mais nous n'avons pas le choix. Construisons le rapport de force nécessaire pour les faire reculer. Il est urgent d'agir.

**Céline**

*Groupe La Sociale  
de la Fédération anarchiste*

1. Cice : l'enveloppe allouée était de 10 milliards d'euros en 2013, elle passe à 20 milliards en 2014 et les exonérations de cotisations sociales des employeurs passent de 4 % à 6 % de leur «masse salariale» pour laquelle les salaires sont inférieurs à 2,5 smic, soit 3 613,45 € en 2014. Les exonérations du Cice profitent à des groupes comme Auchan (environ 38 millions en 2013, passera à 55 millions en 2014), AXA (près de 10 millions en 2013 passera à près de 15 en 2014), L'Oréal (de 8 à 12), Total (de 19 à 28,5), Véolia (de 30 à 45 millions en 2014)... et bien d'autres!

2. Rapport de la commission Attali commandée en juin 2007 et livré en janvier 2008 : commission pour la libération de la croissance française composée notamment de grands patrons dont Axa (tient donc!), Areva, Cétélem, Accor, d'avocats d'affaires, de journalistes... À noter également la présence de Jean Kaspar (ancien SG de la CFDT).

# Pégida : sous les pavés la vase

C'EST À UNE BIEN ÉTRANGE et surtout bien inquiétante situation à laquelle nous, les libertaires ou une partie d'entre eux, sommes confrontés. Nous ne pouvons pas en effet faire l'économie du débat sur l'islam, l'islamophobie, sa représentation et sa présence quotidienne dans la presse et surtout dans la rue.

L'on voudrait nous faire avaler qu'il existe des religions baignées, abreuvées, pompadées de tolérance, de générosité et d'amour qu'on ne s'y prendrait pas autrement. Les immondes attentats contre *Charlie Hebdo* et l'épicerie juive de ces dernières semaines viennent nous rappeler et mettent le doigt là où ça fait mal : en matière d'intégration ; force est de constater qu'il y a encore beaucoup de chemin à faire. Et puis intégrer qui à quoi ? Quand ? Comment ? Pourquoi ? Qu'est-ce que notre « civilisation » a pu faire bénéficier à toute cette jeunesse issue de ces anciennes colonies dont l'histoire et les souvenirs sont encore on ne peut plus vivaces ? Rien ! Rien ou presque rien ! Oui l'islam est encore la religion du pauvre, du « bicot », du travailleur ou de l'étudiant quand ils le peuvent. Et les populations totalement délaissées, livrées à elles-mêmes le ressentent et sont bien obligées de faire avec. Ici et maintenant le pouvoir est aux Blancs. Un peu de CV anonyme pour faire genre, pas grave la sélection se fera à l'entretien, juste un peu de temps perdu, quelques places dans les grandes écoles pour parler de méritocratie républicaine. Replâtrage, cataplasma sur une jambe de bois. La pauvre Najat Vallaud-Belkacem n'est ni plus ni moins qu'une caution avenante, souriante et sans doute pleine de bonne volonté de la démocratie ! Pour une Marocaine elle est bien jolie n'est-ce pas ? Bien intégrée et bien polie ! Couscous aux lentilles ou petit salé aux pois chiches ? Rien d'étonnant dès lors. Certes les assassins n'ont aucune excuse à faire valoir, leur comportement est parfaitement inhumain, terrifiant et incompréhensible.

Constatons et réjouissons-nous cependant que la ferveur populaire, car, qu'on le veuille ou non c'en fut une, n'a pas dérapé vers une islamophobie nauséuse comme on peut le constater en Allemagne depuis la mi-octobre. Le mouvement Pegida, patriotes européens contre l'islamisation de l'Occident, est né à Dresde, dans l'ancienne Allemagne de l'Est. Dresde ville martyre, rasée, détruite et incendiée lors de la dernière guerre alors qu'elle n'avait un intérêt stratégique très limité. 3 900 tonnes de bombes, 25 000 morts dont 18 000 identifiés, ça laisse des traces même soixante-dix ans après. Pegida donc s'illustre par de bien innocentes promenades pacifiques qui ne misent ni plus ni moins sur la corde sensible de l'islamisation. Son initiateur, Lutz



Bachmann, plusieurs fois condamné à de la prison ferme pour cambriolages, braquages divers et variés ou trafic de cocaïne. Un petit ange<sup>1</sup>. D'autant plus irrationnel quand l'on constate que cette initiative est issue d'une région où ne vivent que 2 % d'immigrés. Refus de l'islamisation donc, les djihadistes ou les étrangers qui ne s'intègrent pas et menacent ainsi la « culture chrétienne allemande ». Ça ne vous rappelle rien ? Le plus inquiétant c'est qu'il s'agit d'une population parfaitement ordinaire, sans doute un peu catholique, sans doute un peu classe moyenne, assez éloignée en tout cas des sinistres bourrins aux crânes rasés, amateurs de bière, de treillis, de rangers et de bastons. Chaque lundi, les rassemblements ont un succès croissant, à tel point que les dirigeants, Angela Merkel en personne, ont cru bon de participer aux contre-manifestations. Selon un sondage de l'hebdomadaire *Die Zeit*, près d'un Allemand sur deux (49 %) montre de la sympathie pour les manifestations de Pegida et 30 % disent les soutenir totalement. Même si on a appris à se méfier des sondages, ça fait peur. Mais, pire encore, le mouvement contamine les réseaux sociaux

Facebook et Twitter, et des branches locales ont été créées en Norvège, en Autriche, en Suisse, en Suède et en Espagne. Un défilé Pegida est prévu fin janvier à Vienne. Tandis qu'en Suisse une manifestation du même type aura lieu le mois prochain. Nous soutenons depuis la Flandre le mouvement Pegida en Allemagne : contre l'islamisation du Vieux Continent et la terreur musulmane fantasment à leur tour les Belges. Ici rien ne bouge jusqu'à présent mais ça se rapproche dangereusement. La vigilance reste de mise. Je suis toutefois loin d'être convaincu que le nombre individus prêts à la riposte soit aussi important que celui qui battait le pavé il y a peu. Ou alors quelle divine surprise !

Il y a bien plus à craindre d'un pouvoir bleu marine que les théories fumeuses d'un Houellebecq qui se prend pour Céline mais qui n'en a jusqu'à présent que la coupe de cheveux. Avec toutes les réserves pour Céline, bien entendu.

Émile Vanhecke

1. C'est bien des fois de faire de la morale...

# Profit juteux pour le patronat



**LES GÉRANTS** (les politocards) de la France et mandataires du grand capital ne pratiquent pas de soldes, mais vendent carrément à perte tous les secteurs d'activités les plus rentables du pays (les entreprises publiques, les services publics), pour le plus grand bénéfice des multinationales et des milliardaires. Pourtant, à ce qu'il paraît en système capitaliste, il est interdit de vendre à perte. Ce qui n'empêche pas les politocards de gauche comme de droite de brader ce qui ne leur appartient pas. Cette pratique est de plus en plus courante. Elle s'apparente à de la prévarication, à du vol et de l'usurpation.

C'est ainsi que lorsqu'en 2006 l'État a bradé le réseau autoroutier aux sociétés privées : à Vinci, les Autoroutes du sud de la France (ASF) ; à Eiffage et au fonds australien Macquarie les Autoroutes Paris-Rhin-Rhône (APRR) ; et à Abertis, société espagnole, la Société des autoroutes du nord et de l'est de la France, (Sanef). L'État à cette occasion leur a fait un joli cadeau financier d'un montant de 9,8 milliards d'euros. Le tout a été bradé pour la somme de 14,8 milliards d'euros alors qu'il était estimé à 24 milliards d'euros. À l'époque, c'était la droite qui était aux affaires et Villepin le Premier ministre. Lors de cette vente, il avait été convenu que les tarifs des péages seraient fixés par l'État. On a pu constater qu'il en était tout autrement, les sociétés autoroutières ont toujours

passé outre à l'avis des gouvernements. Il faut bien dire que les politocards ont été très silencieux et très consentants.

Aujourd'hui, la gauche qui a pris le relais à imaginer, pour renflouer les caisses de ce même État, « d'étudier » la possibilité de racheter les autoroutes, en 2015. Mais, les résiliations anticipées des concessions autoroutières, si elles sont prévues et notifiées aux contrats, par l'article 38, cet article mentionne expressément qu'en cas de résiliation de ces contrats une compensation financière de l'ordre de 20 milliards serait versée aux sociétés autoroutières. Ce même article dit également que s'il y avait reprise en main par l'État, et pas nationalisation, la gestion de l'activité resterait au privé. Apparemment, c'est ce vers quoi l'État s'orienterait. Il offrirait donc dans la foulée la concession des autoroutes aux mêmes sociétés autoroutières qui n'y voient que bénéfices dans la mesure où c'est l'État qui aurait en charge la gestion du personnel. Quant aux sociétés privées elles engrangeront sans contrepartie les recettes des péages et continueront à peser de tout leur poids « de béton » sur l'augmentation des péages. C'est ainsi que le béton et le bitume se transforment en euros sonnants et trébuchants pour les entreprises gestionnaires des autoroutes, ce sont toutes des entreprises du BTP (bâtiments et travaux publics). Et, avec la

promesse de créer 15 000 emplois, elles pourront dans les mois qui viennent bénéficier des 3,2 milliards d'euros de travaux d'entretien autoroutiers, autorisés par Bruxelles. Les profits seront immédiats tandis que les emplois seront bloqués dans les embouteillages autoroutiers.

Déjà qu'en neuf années, entre vente et rachat, les différents gouvernements de droite comme de gauche auront, si le rachat se fait, offert aux sociétés routières la bagatelle de près de 30 milliards d'euros et je ne compte pas les bénéfices engrangés qui ont permis aux sociétés autoroutières, à ce jour, d'offrir à leurs actionnaires plus de 5 milliards de dividendes !

Voilà des autoroutes qui sont construites avec notre argent. Elles nous appartiennent. Il n'y a donc aucune raison que, lorsque nous les empruntons, on nous contraigne à payer l'octroi. D'autant que la plupart de ces autoroutes, il y a belle lurette qu'elles sont amorties. Alors, décidons une bonne fois pour toutes, tous ensemble, de ne plus nous exécuter et décidons la gratuité. Pratiquons la désobéissance, désertons les autoroutes et empruntons les chemins de traverse, prenons le temps de vivre. Ne dit-on pas que toutes les routes mènent à Rome ?

Justhom

### Solidarité mais...

La une de *Charlie Hebdo* post-massacre a déjà fissuré cette belle solidarité chez certains de ses confrères. Soutien à Charlie mais... Tout est dans le mais. Le dessin représentant Mahomet a encore suscité réserves et réprobations de par le monde. Dans nombre de journaux solidaires, le « visage du prophète » n'a pas été reproduit, ou a été flouté. Courageux mais pas téméraires. De même certaines instances religieuses « regrettent » que l'équipe survivante de Charlie continue de « jeter de l'huile sur le feu » en ridiculisant telle ou telle religion. C'est vrai qu'à travers l'histoire et les âges les religions n'ont jamais ridiculisé les non-croyants, libre-penseurs, et autres athées ; généralement elles se sont simplement contentées de les persécuter, torturer ou tuer. Chacun sa méthode.

### Flics défenseurs de la liberté d'expression ?

Trois flics froidement abattus par des fous de dieu. Émotion, appel à l'unité... Lors de la marche républicaine du dimanche 11 janvier, la foule a longuement applaudi les policiers (qui étaient les premiers surpris). On était loin du « Mort aux vaches » scandé en d'autres temps. On peut ne pas se réjouir de la mort de ces trois flics dans les circonstances que l'on sait, sans pour autant oublier que les forces de l'ordre sont plutôt habituées à réprimer la liberté d'expression de tous ceux qui contestent cette société capitaliste. La police au service de la population ? Il faudrait pouvoir poser la question à Rémi Fraisse.

### Après « Charlie »

Pendant les travaux, les affaires continuent. Pendant les marches républicaines et autres appels à l'unité nationale, le gouvernement tente de faire passer en douceur le projet de loi Macron. Là, plus question d'unité : les exploités le seront encore plus. Les exploités amélioreront leur arsenal de domination : affaiblir inspection du travail et prud'hommes, faciliter les licenciements, autoriser encore plus le travail « volontaire » le dimanche... Une seule unité évidente : gouvernement/patronat.

# Météo syndicale



**NOUS Y VOILÀ**, c'est parti comme en 1914 ! Le spectre de Léon Jouhaux doit se redresser fièrement dans sa dernière demeure... et ce qui reste de syndicalistes dans la CGT actuelle avoir le moral en baisse. Malheureusement il n'y aura pas en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle un Pierre Monatte démissionnant avec lucidité des instances de la CGT... quoique ?

Tout ça a mal commencé. Pour le 11 janvier il y a eu un communiqué intersyndical : « Ce dimanche, CGT, CFDT, CFTC, CFE-CGC, FSU, UNSA et Solidaires appellent le monde du travail ainsi que tous les citoyennes et citoyens à se joindre à toutes les initiatives et manifestations organisées ce week-end partout en France dont la marche silencieuse à Paris. »

Nombre de militantes et militants refusaient de se rallier à l'union sacrée, au redorement du pouvoir en place... Tout cela a été exposé dans les pages du *Monde libertaire*. Les parades politiciennes passent et les problèmes restent, comme la loi Macron !

Au niveau syndical, déplorons-le, pas d'expressions publiques (ou peu) pour se dégager du carcan unitaire interclassiste. À part le syndicat CGT de Saint-Gobain Aubervilliers « qui dénote assez franchement de ce consensus assez gênant, c'est le moins qu'on puisse dire ». En effet : « Nous ne nous retrouverons pas, dans l'union nationale, sous la bannière des réactionnaires. Les forces syndicales progressistes n'ont pas à faire front avec celles et ceux qui ont pour projet politique de faire taire toute voix dissonante, toute contestation pour s'assurer de notre totale soumission mais doivent en toutes circonstances les combattre. De même, nous ne marchons pas main dans la main avec nos exploités, qui savent si bien profiter de la confusion actuelle. »

De leur côté les syndicats de journalistes (SNJ/SNJ-CGT/CFDT-Journalistes), avec leurs Fédérations FIJ (internationale) et FEJ (européenne), tout en saluant la mobilisation :

« Comment ne pas être interloqués par la présence, dans la marche parisienne, dans le carré des VIP, du président gabonais Ali Bongo ; d'Ahmet Davutoglu, premier ministre de Turquie, l'une des plus grandes prisons de journalistes ; de Benjamin Netanyahu, le premier ministre d'Israël alors que 16 journalistes palestiniens ont été tués en 2014 par les forces de sécurité israéliennes ; de Sergueï Lavrov, chef de la diplomatie d'une Russie qui musèle sa télévision et réprime de nombreux confrères ; de son homologue des Émirats arabes unis, où l'on peut être emprisonné pour un tweet, cheikh Abdallah ben Zayed Al-Nahyane... » Certes mais on aurait aimé aussi une condamnation de la conception d'union sacrée !

Pendant ce temps (air tristement connu) à Montreuil ça démissionne ça propose, ça réfute. De la mêlée ouverte pour le remplacement que va-t-il sortir ? La désignation du nouveau bureau confédéral est encore dans les cartons et ce ne sont pas les divers communiqués et démentis au sujet du remplaçant à la charge suprême qui éclaireront notre lanterne ! Un réel débat dans les structures syndicales pour un congrès extraordinaire est bien sûr urgent mais le printemps pourrait nous annoncer des remaniements dont certains vieux crocodiles ont la maîtrise.

Que la CGT soit à la croisée des chemins n'est pas tombé de la dernière pluie. Mais pour aller où ? Là est la question ; faut-il se poser la question d'une scission ou se contenter d'une solution préservant le « camp du syndicalisme lutte de classe » ?

Tout d'abord se battre contre Macron, le PS/Medef et leurs alliés pour que des beaux jours reviennent.

**Jean-Pierre Germain**  
Groupe Salvador-Segui  
de la Fédération anarchiste

## Bons vœux d'Office Dépôt

L'année 2015 à peine entamée, la société Office Dépôt France présente ses vœux à son personnel sous forme de plan social. Aux 370 postes qui seront supprimés s'ajoutent 200 employés qui se verront proposer d'être transférés de Senlis (Oise) à... Meung-sur-Loire (Loiret). Ça va faire cher le pass Navigo! Au cas où ce déménagement vers la douceur angevine ne leur conviendrait pas, le refus des salariés entraînerait 150 licenciements supplémentaires. En novlangue patronale vous avez plusieurs mots pour définir ce genre de proposition: concertation, négociation, dialogue social et plein d'autres encore. Le résultat est le même: il y a les décideurs qui pensent profits et ceux qui n'ont que leur force de travail mais qui ne veulent pas qu'on décide pour eux. Le conflit social ne saurait donc tarder.

## Micmac à la CGT

La succession de Thierry Lepaon s'avère difficile. Le prétendant, Philippe Martinez (fédération de la métallurgie) n'ayant pas réussi à rassembler les deux tiers des suffrages sur son nom, sa candidature a été rejetée par le comité confédéral national (CCN). Voici donc la principale centrale syndicale revenue à la situation d'il y a deux ans et demi. La bataille va donc se rouvrir pour trouver le véritable taulier de la boîte. Prochain round début février. En attendant, Philippe Martinez déclarait la semaine dernière: «*Ne croyez pas que la CGT est en hibernation.*» Ben on espère bien que non, parce que ce ne sont pas les motifs de lutte qui manquent (loi Macron, réforme ferroviaire, suppressions de postes et licenciements à tout va, en cours ou à venir, comme à Air France...)

## Les temps changent

Constat amer dans les temples de la consommation: le pourcentage de Français ayant fait l'ouverture des soldes est en baisse cette année de près de 4%. Responsable? Il semble que ce soit la mobilisation pour la «marche républicaine» en soutien à Charlie Hebdo. Désertier les magasins pour aller manifester? Tout fout le camp, ma brave dame!

# Mobilisation en demi-teinte pour les droits des femmes



**EN FRANCE**, en 2015, il y a plus de Charlie que de féministes. Pour preuve, la manifestation pour les droits des femmes du samedi 17 janvier 2015, où nous avons défilé à seulement 3 000 personnes environ. C'est déjà ça, mais c'est lamentable quand on connaît le nombre de femmes qui, tous les jours, sont violentées par la domination patriar-

cale. Cela dit, les libertaires se sont bien mobilisés et, avec les camarades de la CNT et d'AL, nous avons pu réaliser un beau cortège derrière la banderole de la FA «*Contre le patriarcat et l'ordre moral: reprenons l'offensive!*».

Groupe anarchiste Salvador-Seguí (FA)

# Pan sur le bec!

**DANS LE NUMÉRO 1761** du *Monde libertaire*, nous avons publié un vieux dessin de Chard pour illustrer l'un des articles sur la réaffirmation du droit à l'avortement. Il nous avait malheureusement échappé que cette dessinatrice fréquente les milieux d'extrême droite et offre ses dessins à des publications qui

défendent des valeurs et des idées qui sont aux antipodes de ceux que nous diffusons dans nos colonnes. Bien des excuses, donc, pour cette erreur. On nous y reprendra pas.

Le Comité de rédaction  
du *Monde libertaire*

# Projet de loi relatif à la santé

## Quand l'État étend son contrôle via la « démocratie sanitaire »



### Groupe Sanguin de la Fédération anarchiste

LE PROJET DE LOI RELATIF à la santé présenté par M<sup>me</sup> Touraine en Conseil des ministres en octobre 2014 devait être discuté au Parlement début 2015. Mais vu l'ampleur du projet et les grognements de quelques lobbys médicaux, cela se fera plutôt au printemps. Il reste donc un peu de temps pour savoir ce qui se trame à propos de nos corps et sur l'organisation des soins. Il reste un peu de temps pour réagir avec révolte et organisation contre cette énième usine à gaz<sup>1</sup>.

Deux cent trente-deux pages de charabia technico-administratif qui développe trois grands axes aussi larges que douteux : « Prévenir avant d'avoir à guérir », « Faciliter la santé au quotidien » et « Innover pour consolider l'excellence de notre système de santé ». En reprenant ainsi ces trois axes, force est de constater que rien ne change sur le fond. C'est la même soupe ultralibérale servie par un État fort qui surveille, veille, gère, contrôle et punit si jamais vous ne prenez pas bien soin de vous. C'est le même pain capitaliste dont l'État favorise la fabrication en quantité industrielle, en changeant un peu la forme, pour introduire encore des technologies dans nos quotidiens et conti-

nuer la programmation de nos vies en nous incitant à consommer toutes sortes de marchandises de bien-être (marché plus rentable que celui du luxe), de prévention (vaccination, autodépistage) ou d'informations sélectives et relatives à la sacro-sainte santé. C'est enfin le leurre de la « démocratie sanitaire » qui responsabilise davantage les individus pour masquer l'autoritarisme toujours plus fort des administrations et des technocrates.

#### Mieux vaut prévenir que guérir ?

Le proverbe « mieux vaut prévenir que guérir » rappelle la médecine traditionnelle chinoise qui rendait le médecin payant uniquement pour la prévention et jamais pour la guérison, qui elle-même était signe d'échec pour le médecin. Mais la prévention occidentale n'a rien à voir avec tout cela. La preuve avec ces quelques exemples que les décideurs veulent imposer :

– L'indication sur une boîte de conserve cancérogène d'une « information nutritionnelle synthétique, simple et accessible par tous », tout en faisant un clin d'œil aux lobbys de l'industrie agroalimentaire et en faisant passer cela comme une mesure de prévention sanitaire.





– La punition des individus (15 000 euros d’amende et un an de prison), qui, déprimés du présent sinistre qu’on leur impose, s’en remettraient, le temps d’une nuit, à une alcoolisation massive (binge drinking).

– La déconsidération abjecte des personnes incarcérées, car, «ensuite, la politique de réduction des risques sera poursuivie, notamment à l’attention des personnes détenues». Autrement dit, rien à foutre des personnes détenues qui croupissent dans les taules et qui ne méritent pas d’avoir une seringue propre pour se piquer.

D’ailleurs, en parlant de seringue, rien ne semble indiquer une motivation à affronter les forces réactionnaires et débiles qui ne veulent pas de salle de shoot.

Le ministère de la Santé fait dans le facile, comme le fait de s’attaquer au tabagisme en modifiant le packaging des paquets de clopes. Cela ne change strictement rien, comme le montrent les Australiens qui achètent depuis quelque temps des cigarettes dans des paquets dits neutres (?) à 14 flèches les 20 tiges.

Donc la prévention du gouvernement est surtout et encore de la responsabilisation individuelle. En appuyant et démultipliant les quantités d’infos sur le moindre élément de l’environnement ou de nos corps (qualité de l’air, nutrition, bilan sanguin...) ainsi que les effets de forme (packaging, sanction...), l’individu se retrouve envahi par la mesure et la culpabilité. Et penser constamment à mesurer produit des pensées obsessionnelles et paranoïaques. Quant à la culpabilité, elle entraîne désespoir et impuissance. Et cela d’autant plus quand ça commence dès la petite enfance avec

le renforcement de la médecine scolaire (mesure du QI, manger sainement, mesure de l’hyperactivité...) et la désignation d’un médecin traitant pour les enfants (pour que soit mesuré le nombre de consultations, si les vaccinations sont bien faites...).

#### Faciliter la santé au quotidien

«Faciliter la santé au quotidien», c’est aussi une autre manière d’inciter à la consommation et au repli sur son nombril d’angoissé de la mort. La mesure phare : la suppression du tiers payant (supprimer l’avance des frais de la consultation chez le médecin généraliste).

En réaction, quasiment tous les syndicats de médecins généralistes ont appelé à la grève pendant les vacances de Noël qu’ils doivent tous plus ou moins prendre à l’accoutumée... Ce qui permet de donner des taux de gréviste assez élevés<sup>2</sup>.

Même l’Ordre des médecins, pourtant particulièrement proche de l’appareil étatique, se met en rogne en envoyant un courrier exceptionnel à chaque médecin pour dire à quel point ce projet est mauvais pour la profession avec sa tendance à la «fonctionnarisation», mais sans les avantages.

À y regarder de près, un argument du corps médical ne peut laisser indifférent les lecteurs et les lectrices du *Monde libertaire* : l’étatisation de la médecine. En effet, en supprimant le tiers payant, l’État fout davantage son nez dans les affaires des médecins libéraux via l’Assurance-maladie. Autrement dit, le pouvoir médical en prend un coup au profit du pouvoir étatique. Mais, en contrepartie, que ce

soit au niveau de la naissance (et de toutes les joyeusetés technologiques qui vont de plus en plus avec) ou de la mort (avec la thanatocratie, c’est-à-dire ces médecins qui peuvent donner la mort un peu en fonction de leurs envies), le pouvoir médical n’a pas à se plaindre.

Mais les médecins généralistes ne sont pas contents, car en plus d’une surcharge de travail administrative (vérifier que les 500 à 600 mutuelles existantes sur le marché leur remboursent bien les consultations), ils ne pourront plus empocher 23 euros avec des consultations où il y a juste une simple piqûre dans la fesse à faire. En effet, les vaccins pourront être réalisés par des pharmaciens ou des sages-femmes. Au final, les toubibs petits-bourgeois rouspètent, car ils craignent de gagner un peu moins de 6 800 euros par mois et de travailler un peu plus<sup>3</sup>. Et les plus insolents d’entre eux osent même foutre tout ça sur la gueule des patients en disant que, s’ils n’ont plus à avancer les frais de la consultation, ils risquent de consulter davantage pour des brouilles ! Mais l’État est confiant, notamment parce que l’Union européenne est derrière lui avec 24 pays sur 28 qui pratiquent déjà le tiers payant.

On retrouve aussi dans ce chapitre des choses particulièrement... novatrices, comme le «GPS Santé». Cet objet va sans doute permettre de pouvoir enfin se retrouver dans les couloirs des énormes entreprises que sont les CHU ! Et qui n’ont pas fini d’être labyrinthiques (nous allons y revenir...), entre autre parce qu’ils risquent de comporter un «service public d’information en santé». De la bonne infor-

mation capitaliste pour dire qu'il faut tous se faire vacciner, que le nucléaire c'est pas dangereux et que fumer c'est pas très bien... Finis les sermons patriarcaux des vieux mandarins, ce seront des hôtesse qui vous expliqueront pourquoi c'est mal de refuser les soins. Cet axe « permet » également l'action de groupe en santé. Merci de cette permission, c'est vrai qu'il faut toujours la demander auprès des services concernés avant de se mettre en colère !

Toujours au chapitre illusion, il y a la « participation des usagers aux décisions dans les établissements de santé ». C'est donc ça la « démocratie sanitaire » qui permet de choisir la couleur des murs des chambres ? Au chapitre inutile, on a la création d'un nouveau « numéro d'appel national pour joindre un médecin aux heures de fermeture des cabinets médicaux ». Et, enfin, certainement pour s'excuser auprès des pauvres « sans-dents » et de leurs comparses fauchés (bigleux et autres bouchés), il y aurait une extension des « tarifs sociaux pour les lunettes, les prothèses auditives et les soins dentaires ».

### L'excellence de notre système de santé...

Le troisième axe, au titre excessivement modeste (« Innover pour consolider l'excellence de notre système de santé »), s'attaque notamment au service public hospitalier. En novlangue, « innover » signifie faire des économies. Donc le classique du moment c'est de regrouper tout un tas de choses qui ont bien souvent peu de rapports les unes avec les autres. On regroupe des formations (uniformisation des compétences et des savoirs), des achats (uniformisation des instruments et des pratiques) et évidemment du personnel à qui sont fournis des « guides de bonnes pratiques » afin qu'ils suivent bêtement les protocoles.

Pour piloter tout ça, ce sont évidemment les agences régionales de santé (ARS) de chaque région qui sont à la manœuvre. Ces genres de préfectures sanitaires et sociales risquent de n'avoir plus qu'un seul et unique intermédiaire, à savoir le CHU de la région. En créant une nouvelle entité de pouvoir géographique (les groupements hospitaliers de territoire) sur des espaces toujours plus grands, les ARS renforcent leur autoritarisme et se servent des CHU pour décider de la politique de santé et contraindre les petites structures sanitaires des coins moins peuplés.

Concernant l'innovation en tant que telle, on peut dire qu'il y en a tout de même une qui, depuis le temps, risque de voir le jour prochainement. Il s'agit du dossier médical informatisé ou « carnet de santé électronique » pour faire moins peur. Le gouvernement l'appelle désormais « dossier médical partagé » à la place de « dossier médical personnel ». Et c'est plus juste ainsi, car votre vie médicale ne sera plus du tout personnelle, mais bel et bien partagée par tout un tas de « professionnels » dont vous n'aurez probablement jamais vu le blanc des yeux... Quant au lien avec les autres administrations (Pôle emploi, assurances privées...), rassurez-vous,



c'est l'Assurance-maladie qui gèrera tout ça, avec la bénédiction de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (Cnil) ! Tout cela semble encore assez confus et il est possible (peut-être dans un premier temps) que l'on vous demande votre accord avant de fichier et de balancer votre histoire de vie médicale à tout le monde.

Bref, ce projet de loi santé, c'est la poursuite de la destruction de ce qui reste comme soins de confiance et de proximité et c'est la continuité de la casse du service public. C'est la suite logique de la loi Hôpital santé patient territoire (HPST) posée par le gouvernement antérieur via Roselyne Bachelot. C'est le prolongement de la soumission à l'autorité technobureaucratique et c'est l'extension de l'asservissement à toujours plus de technologie dans nos rapports aux autres et au monde. Et c'est des faux-semblants, des chausse-trapes et des mirages de la part d'un gouvernement qui se fait passer pour socialiste, mais qui assoit un peu plus la mainmise de la classe dominante sur nos existences en restructurant l'État.

Il va donc falloir se serrer les coudes, s'assurer entre nous de bonnes relations. Garder force, courage et détermination pour conti-

nuer à lutter contre toutes ces mesures qui n'agissent que sur les conséquences et jamais sur les causes. Pourquoi il n'y a rien sur les causes des maladies ? Pourquoi pas un mot sur la souffrance au travail ? Pourquoi rien non plus sur les pollutions industrielles, sur la dislocation des liens sociaux ou sur la mort ? Il nous faut pousser les salariés de la santé vers le syndicalisme de combat, acculer les médecins libéraux à prendre position non pas en faveur de leurs petits intérêts corporatistes mais en notre faveur, créer de véritables alternatives de santé dans nos quartiers, dans nos villages et vivre, vivre et vivre libres. **G. S.**

1. Les bouts de phrase ou les mots en italique dans le texte ont tous un rapport direct avec le projet de loi santé du ministère de la Santé (source : le dossier de presse « projet de loi santé », établi par le ministère lui-même).

2. Par exemple, l'Union syndicale des médecins de centres de santé et le Syndicat de médecine générale n'appellent pas à la grève et l'ont clairement fait savoir.

3. Mais les différences sont grandes, car il y a tout de même un quart des médecins généralistes qui gagnent moins de 3 000 euros par mois.

# L'obscénité religieuse

Partie 1/2



**Cornélius**

*Liaison Poitiers  
de la Fédération anarchiste*

L'OBSCÉNITÉ est ce qui blesse ouvertement la pudeur, le bon goût, d'après Wikipédia, dans une définition qui en vaut une autre.

Quand nous évoquons l'obscénité, nous aurions aussi pu prendre les termes «totalitaire», ou encore «omniprésence oppressive». Car, s'il est un fait inquiétant, c'est celui de la re-banalisation du fait religieux dans nos sociétés, et encore plus inquiétant la marginalisation de plus en plus forte de la contestation de ce fait religieux. L'athéisme n'est toléré que comme une option de pensée et non plus comme un universel à développer. La propagande athéiste ou, mieux, anti-théiste est devenue un phénomène dérangeant y compris dans les milieux libertaires. Encore est-il toléré une critique des cléricatismes... mais du fait religieux lui-même... on peut même entendre ou lire des propos confusionnistes chez les anarchistes dénonçant l'islamophobie!

La première partie de notre propos est celle du visuel et de la symbolique. Dénoncer la présence religieuse et d'un soi-disant domaine du sacré, de l'intouchable ou encore du «respectable». Ce visuel, qu'il s'agisse de bâtis, de décorations diverses, de vêtements, affirme une supériorité et une vérité.

La seconde partie est celle de la croyance exprimée sur la place publique, dans le monde du travail, dans les sphères humaines diverses. Ces affirmations expriment, non pas seulement une opinion, mais une opinion qui se prétend supérieure, une vérité où l'intolérant est celui qui refuse l'affirmation de cette liberté.

Sans vouloir défendre le bouddhisme, qui en termes de soutien du patriarcat, d'homophobie n'a rien à envier aux autres, ni l'hindouisme, au nom duquel la pire réaction se (re) développe en Inde, notre propos va se restreindre à ce qui nous est le plus familier, le monothéisme...

## Petit rappel des origines de «notre» religion

Le monothéisme est par définition exclusif. Il ne tolère les autres pensées que sous la contrainte. Ainsi, le monothéisme, divisé en apparence, est avant tout unique même si sa genèse est multiple. Le monothéisme le plus important (car nous pourrions discuter de diverses formes religieuses iraniennes) est comme un arbre, des racines diverses, un tronc commun, des branches principales et de multiples branches secondaires. Nous connaissons une triple origine au mono-

théisme. Et l'histoire a son importance: un prémonothéisme diffus égyptien, perse, le monothéisme juif, et l'intolérance platonicienne qui va produire le mouvement néoplatonicien. Ces trois sources s'entremêlent, construisent un monothéisme prémédiéval et produisent par cascade les trois monothéismes actuels: christianisme, judaïsme talmudique et islam, eux-mêmes se subdivisant comme on le sait en de multiples sectes plus ou moins nombreuses. Les catholiques et les sunnites étaient les plus grosses branches en valeur absolue. Chacune de ses branches renfermant aujourd'hui des dizaines de variétés... Mais si on perçoit la multiplicité de ce monothéisme, on connaît moins le foisonnement de sa construction.

La construction du christianisme, le plus exclusif des trois, s'est effectuée sur deux siècles, et n'est que l'affirmation d'une des nombreuses sectes judéo-chrétiennes qui pullulaient dans l'empire romain, elles-mêmes filles et sœurs des nombreuses sectes juives.

Une partie de ces sectes, et surtout celles qui vont donner le christianisme dominant, se font connaître, car elles sont violentes et intolérantes.

Les Romains, quelle que soit leur classe sociale, sont essentiellement dans une religion du paraître. À part la superstition certes très forte, nous ne sommes pas certain d'une croyance très profonde au sens mystique du terme.

Le système est le suivant: plus de dieux il y a, du moment que l'empereur est respecté (à travers des sacrifices), mieux cela est pour l'empire. Même si, régulièrement, à cause de leurs intolérances, certaines religions orientales sont interdites ponctuellement.

Rappelons par ailleurs que le niveau d'alphabetisation est assez important, et pas seulement au sein de l'élite. Le scepticisme est assez poussé, du moins dans la classe dominante, au I<sup>e</sup> et II<sup>e</sup> siècle, mais également au sein du peuple.

Ce qui va changer, c'est la montée de l'intolérance au III<sup>e</sup> siècle avec la dispersion, et la diffusion des cultes orientaux dans l'empire: dont les judaïsmes, qui sont très divers, très nombreux, et dont certains, vont petit à petit devenir des christianismes. Les chrétiens vont être des juifs qui se banalisent et renoncent à la circoncision. Mais n'oubliez pas qu'il y a le judaïsme tel que vous le connaissez puis le christianisme. Il y a un judaïsme pré-talmudique, car le judaïsme que nous connaissons ne se construit qu'en réaction à l'installation du christianisme que nous connaissons. Entre-temps, disons de la fin du I<sup>er</sup> siècle au milieu du IV<sup>e</sup>. Les judaïsmes attirent de nombreuses personnes, à tel point que Rome cherche à interdire à plusieurs reprises la circoncision, jugée comme une mutilation insupportable et surtout qui leur paraît totalement irrationnelle, proche de la maladie mentale. Il y a toutes les sectes possibles et imaginables judéo-chré-



tiennes, ceux qui sont non circoncis, ceux qui font de la sexualité de groupe en mangeant des foetus pilés, ceux qui par horreur des femmes (Satan) et du sexe se le sectionnent comme Origène, ceux qui croient que le

### **Le christianisme, c'est aussi le croisement de la pensée immanente de Platon avec le judaïsme dénationalisé.**

Messie va venir, ceux qui pensent qu'il est venu mais comme esprit, et enfin toutes les variantes qui apparaissent au III<sup>e</sup> siècle comme quoi le Messie serait venu, sous forme humaine. Se crée alors une véritable rupture, entre ce qui va devenir le judaïsme (Messie à venir) et ce qui va devenir le christianisme (Messie venu sous forme humaine).

L'approche humaine du Christ (Messie) consiste à adopter une religion qui puisse être acceptée par le peuple, qui ne soit pas trop intellectuelle. Car le christianisme c'est aussi le croisement de la pensée immanente de Platon avec le judaïsme dénationalisé. Le christianisme qui se développe surtout dans l'actuelle Turquie, Syrie, Tunisie et sud de l'Espagne est,

on l'oublie trop souvent, une religion orientale (grecque et palestinienne).

La version philosophique, que l'on trouvera à l'extrême dans le néoplatonisme (Plotin, Jamblique, associé à la Gnose), convient à l'élite et non à la base. Le christianisme pour s'imposer dans les classes populaires a besoin de recouvrir les oripeaux du paganisme, légendes, mystères, superstition, saints. La nouvelle religion se contorsionne en adoptant tout ce qu'elle combat officiellement...

Finalement, c'est le politique, avec la personne de Constantin, qui en fait introduit la dictature chrétienne que l'on connaît avec l'édit de Tolérance de 312. Celui-ci, d'entrée, reconnaît l'ensemble des religions, mais met le christianisme légèrement en surplomb des autres...

De ce moment et jusqu'en 529 s'enchaînent les mesures mettant en place un système totalitaire.

Le premier concile de Nicée (325), sous la conduite de Constantin, détermine la construction d'un christianisme officiel, l'invention à posteriori du personnage de Jésus, sa vie (c'est comme si, vers 2300, on écrivait que le Père Noël était né en 1925 et était mort en 1975).



# DIEU NI MAÎTRE !

342 : interdiction de l'homosexualité. Réitérées en 392 sous Théodose...

Tout au long du IV<sup>e</sup> siècle il y a des lois interdisant la liberté religieuse, les sacrifices, avec finalement l'interdiction du paganisme en 392. On interdit aux femmes de manger avec les hommes. Le sexe avec d'autres que leur époux vaut condamnation à mort. Les dates se succèdent au V<sup>e</sup> siècle pour renforcer la pratique et les manifestations païennes, et finalement la date de 529 marque la fin de la liberté de conscience où il est interdit de penser en dehors du catholicisme. Cette date c'est aussi la fermeture de la dernière école de philosophie à Athènes.

En moins de deux siècles, l'interdiction des cultes publics laisse place à toute pratique privée et finalement à toute pensée dissidente.

La pensée antichrétienne est souvent porteuse d'intolérance, contaminée par celle-ci. Ainsi, le héraut du paganisme, Julien dit l'apostat, voudra construire un contre-clergé sur le même modèle celui qu'il combat. Néoplatonicien, il est porteur d'une vision monothéiste également. Il est trop tard. L'intolérance a gagné comme forme de pensée ! Une des formes les plus déjudaisées et épurées du christianisme, à l'instar du marcionisme, va se perdre au VI<sup>e</sup> siècle dans les

sables de la Syrie... pour voir apparaître quelques décennies plus tard, comme par hasard, l'islam. Cet islam qui bien sûr se cristallise avec sa figure emblématique de Mahomet, qui en est et l'équivalent d'un

## La fulgurance du développement de l'islam tient aussi et surtout dans sa (très) relative tolérance à côté de celle du christianisme.

hypothétique Jésus et l'égal de Constantin. Mahomet cumule les mystères, l'irrationnel (entendre des voix dans une grotte et par miracle faire écrire un analphabète) et l'homme politique.

La fulgurance du développement de l'islam ne tient pas seulement dans les méthodes de guerre des cavaliers arabes, mais aussi et surtout dans sa (très) relative tolérance à côté de celle du christianisme. Les convertis et abrutis de force notamment dans ce qui était l'Empire romain d'Orient se jettent dans les bras de ce qui permet (en toute relativité) de respirer, de penser.

Néanmoins en Orient, l'islam, lui aussi, continuera à persécuter les païens jusu'au

X<sup>e</sup> siècle, tout comme les chrétiens au nord (Saxon, Estoniens...).

Ce qui est certain, c'est que la société sous l'empire romain païen était très violente. Il ne s'agit pas de le nier, mais le christianisme ne s'inscrit pas en positif par rapport à l'ancienne société. Il a inventé sa propre histoire depuis. Il impose un ordre moral, mais surtout ne change rien, voir aggrave les différents rapports de domination. Et surtout l'effacement (au sens littérale, palimpseste) et la destruction de tout ce qui n'allait pas dans le sens de la nouvelle religion nous privent de l'histoire et savamment les historiens chrétiens se sont construit le beau rôle. Notons que leur acharnement à détruire le paganisme, en miroir, nous permet d'avoir des traces de ce qu'ils ont détruit. À titre d'exemple, nous n'avons aucun ouvrage de Celse (défenseur de la culture gréco-romaine contre le christianisme au II<sup>e</sup> siècle), mais nous avons le *Contre Celse* d'Origène, ouvrage qui reprend ce qu'il veut combattre.

Le christianisme a fait reculer le savoir, l'alphabétisation, éclater les cadres de la connaissance, rendu la terre plate et fait brûler tous les livres dits de magie lors des autodafés. En fait c'étaient des livres scientifiques que les gens mettaient eux-mêmes au feu (autodafé) pour montrer, de peur, qu'ils n'étaient plus dans l'erreur. Les clichés sur le christianisme protecteur des faibles sont à combattre, celui-ci n'a jamais fait disparaître l'esclavage, n'a pas protégé les femmes. Quant à son prétendu antiétatisme défendu par Jacques Ellul, dans *Anarchisme et christianisme*, est une absurdité, puisque l'Église construit un cadre qui va devenir l'État. Le christianisme, ce sont de l'Égypte à la Bretagne (Angleterre) des bandes de moines imposant la nouvelle religion à coups de bâton et le résultat est, une montée de l'irrationnel si forte, un tel refus de la raison, que plus personne ne sait lire et écrire, en Occident au VII<sup>e</sup> siècle et qu'en Orient (Byzance) à la même époque on nage en plein délire dogmatique. L'absurdité des musulmans sur le refus des représentations a eu son pendant au début du VIII<sup>e</sup> et au IX<sup>e</sup> siècle à Byzance, avec les différents iconoclastes.

Le christianisme mais aussi l'islam se veulent des religions nouvelles, intellectuelles, qui font table rase du passé, épuré, mais pour s'affirmer elles vont devenir le pouvoir politique et surtout elles vont devenir des religions du paraître et s'accaparer les innombrables lieux du paganisme. Une religion va remplacer toutes les autres. Chaque pierre sacrée, chaque source magique, chaque temple va être dans quelques cas emblématiques rasés, mais le plus souvent christianisé... (puis islamisé). Le peuple allait honorer un dieu gaulois sur une colline à Puyblein (mont Bélénos) ? Il ira se recueillir au même endroit sur quelques ossements d'un saint... Impossible de les détruire, les menaces de mort ne suffisent pas à détourner les gens des habitudes de leurs (anciennes)



croyances, on repeint la façade au couleur du monothéisme. L'Occident et l'Orient se recouvrent entièrement d'une symbolique chrétienne (et/ou/puis musulmane) pour des siècles et des siècles... J'ai mis «anciennes» entre parenthèses, car dans de nombreux endroits on fait semblant d'être chrétiens, et ce pendant des siècles et des siècles (au début du <sup>xx</sup>e siècle, il restait encore cette duplicité salubre de célébrer en secret les anciens dieux et d'avoir une apparence de chrétiens. À tel point qu'en cas de crise politique dans telle ou telle région celui-ci peut être amené à disparaître, et qu'il faille des campagnes militaires pour le réinstaller (plaine de la Bekaa au Liban, Bretagne française...). La chute de la pratique religieuse, une fois qu'elle n'est plus obligatoire au moment de la Révolution française, dans certaines régions, montre par contraste la contrainte religieuse.

Cet écrasement de la diversité culturelle et culturelle des millénaires précédents est aujourd'hui défendu comme héritage «naturel» par l'Église et nombre de politiques européens. Nous n'avons aucune envie de revoir les dieux païens célébrés, mais il est bon de casser le mensonge d'un christianisme persécuté et qui s'est construit tout seul, par adhésion des masses heureuses... Les persécutions sont largement une invention, sont exagérément grandies, et surtout il est nié qu'elles font suite aux violences de judéo-chrétiens, qui détruisent des temples, tuent des gens pour les convertir de force, et ce dès leur apparition au début du <sup>ii</sup>e siècle. Les chrétiens entre eux vont se massacrer énormément plus au cours du <sup>iv</sup>e siècle,

qu'ils ne l'ont été au <sup>iii</sup>e dans les prétendues persécutions.

Pour mettre en place le christianisme, il a fallu la loi, la coercition sociale, une minorité imposait dans des quartiers de villes leur religion, harcelait celles et ceux qui ne se convertissaient pas, la diffusion des idées, des livres, la lutte contre les livres différents, la violence, par bandes de fanatiques et enfin la prise du contrôle politique, par le haut et le bas (l'empire, mais les villes, les régions) et bien sûr si c'était nécessaire l'armée.

### Un paysage à reprendre aujourd'hui...

On dénombre par exemple en France quelque 100 000 édifices religieux, nous devrions écrire édifices catholiques car les temples, mosquées et autres églises sont très très minoritaires... Pour beaucoup cela passe inaperçu et pourtant c'est le symbole à chaque fois d'un universel totalitaire. Catholique signifie universel! Le problème n'est pas la forme, la couleur des édifices, des calvaires, mais ce qu'ils disent: notre monothéisme est la vérité! Les autres sont dans l'erreur. Les Vandales de l'an II ont détruit ce qui est également des œuvres d'art, mais ils ont posé de manière forte la nécessaire déchristianisation du paysage commun. Il y a le message du monothéisme ne laissant pas de place à d'autres modes de pensée, mais il y a aussi la vision de cette sempiternelle souffrance d'un homme sur la croix. Il eût été plus original que les Romains pratiquent plus le pal, la roue, l'écartèlement, plutôt que les fauves ou la croix (le paysage eut été plus varié)... Le poisson, symbole des premiers chrétiens,

aurait pu perdurer, les enfants d'une certaine de générations auraient été moins effrayés. Au regard de l'histoire de l'humanité l'absurdité monothéiste est source des pires maux. Quant à celles et ceux qui soulignent, qu'il y a eu des choses majeures et belles sous la domination chrétienne ou musulmane. Nous rétorquons que, comme un poisson dans l'eau, un mammifère dans l'oxygène, le christianisme (ou l'islam) médiéval et moderne était l'alpha et l'oméga de toutes choses et que tout ce qui s'y faisait ne pouvait s'y faire qu'en son nom. Bien ou mal. Le problème de la déchristianisation du paysage est à poser par nous libertaires. En effet, c'est toute l'infrastructure du christianisme qui reste présente, prête à le supporter de nouveau. Pourtant les citoyens sont les propriétaires des églises, et nous pourrions décider collectivement d'une décoration plus gaie et de diverses utilisations... Quant aux calvaires, ils sont problématiques. Notre farouche attachement à la liberté d'expression nous fait dire qu'il ne faut pas combattre les calvaires en les supprimant, mais en se donnant le droit de conquérir une contre-expression dans l'espace public. Les Femmes se sont fait mal voir, car dénudées dans des lieux dits de cultes, mais la France est recouverte de morceaux de bois de plusieurs mètres de haut, avec un homme habillé d'une simple petite serviette autour de la taille et qui semble souffrir de froid!

Les monothéistes ont un problème récurrent avec le sexe, et surtout le corps des femmes. Soyons imaginatifs et développons de la symbolique qui nous soit propre, sur le mode «ils y ont droit, nous aussi»! **C.**

# La liberté d'expression absolue

# Une tentation libérale

# aux accents liberticides ?

**Guillaume Goutte**

Groupe Salvador-Seguí  
de la Fédération anarchiste

**DEPUIS LE MASSACRE** perpétré à Charlie Hebdo, la question de la liberté d'expression a investi les médias et les discours des politiques. Au-delà de l'émotion et de la propagande de l'État, petit retour réflexif sur un concept qui, malgré son nom, n'est pas aussi «libertaire» qu'il y paraît.

## L'escroquerie étatique

«Liberté d'expression», voilà des mots qui, depuis l'attentat du 7 janvier 2015, sont dans la bouche de tous les politiciens et journalistes, qui n'en finissent plus de pavoiser dans les rues et sur les plateaux télé au cri de «Je suis Charlie». Mais les voir ainsi brandir cet étendard n'est pas sans provoquer une réaction d'un dégoût certain. Car entre les représentants d'un gouvernement qui, en moins d'un an, a ne serait-ce que tué un manifestant (et grièvement blessé des dizaines d'autres) et interdit nombre de manifestations publiques (pour la résistance palestinienne, contre les violences policières, etc.) et des journalistes parmi lesquels beaucoup donnent dans la désinformation ou l'apologie des idéologies dominantes, ces défenseurs de la liberté d'expression devraient plutôt passer pour des hypocrites.

De fait, dans une société étatique, la liberté d'expression ne peut être qu'hypocrisie. Comme le chantait le groupe de rap IAM, en 1997, dans *Dangereux*, «la liberté d'expression [est une] vaste plaisanterie/L'écart est grand entre ce qui s'entend et ce qui s'écrit». Car l'État est une institution coercitive par essence, qui veille sur les intérêts économiques de la bourgeoisie et sur ceux de la classe politique qu'il a lui-même générée. Et la censure de l'expression des mouvements et des individus contestataires fait partie de son arsenal répressif, prenant des formes plus ou moins directes, plus ou moins spectaculaires selon les époques et les cibles. Aujourd'hui, outre la répression directe et violente des mouvements sociaux (interdiction de manif, lourdes condamnations, etc.), cette censure politique est essentiellement économique : fini l'époque où l'État interdisait et saisissait les journaux politiques indépendants, il se contente désormais de les étrangler par le fric (et c'est efficace : il n'y a qu'à voir le nombre de kiosques qui ont disparu des kiosques en l'espace d'un an à peine!).

Mais le contrôle politique de l'expression, ce n'est pas seulement la censure ou la répression des manifestations publiques. C'est aussi l'inégalité d'accès aux moyens d'expression. Les grands médias sont désormais tellement pieds et poings liés à la grande bourgeoisie ou à l'État que les possibilités de faire entendre d'autres sons de cloche que ceux des porte-voix du capitalisme – néolibéral, mais aussi d'État, vert, etc. – sont rares et généralement peu mises en avant. Et cela est d'autant plus difficile que la culture médiatique est puissante et que quiconque intervient sur la scène publique par le biais des médias peut vite se faire démolir s'il n'en maîtrise pas les codes. En cela, le système est parfaitement rodé et biaise d'avance toute expression un tant soit peu hors du lot.

---

**Finis l'époque où l'État interdisait et saisissait les journaux politiques indépendants, il se contente désormais de les étrangler par le fric.**

---

## Une liberté liberticide

Quand bien même la liberté d'expression ne serait pas d'emblée biaisée par l'existence de l'État et la société de classes, serait-elle réellement souhaitable ? Car s'il est évident qu'une pluralité d'opinions doit pouvoir s'exprimer en toute liberté, cette pluralité ne doit pas être, à mon sens, une totalité. Il y a des opinions, des idées, des idéologies qui devraient ne jamais pouvoir s'exprimer. Ou, alors, jamais sans peine, ni sans mal – physique.

Prôner la libre expression des idées liberticides, c'est s'en faire le complice, par lâcheté ou par stupidité. Lénine, dit-on, parlait «d'idiots utiles» pour qualifier ceux qui, tout en étant ses ennemis politiques, lui permettaient de s'exprimer. L'adage voltairien selon lequel on devrait mourir pour que nos ennemis puissent s'exprimer («Je hais vos idées, mais je me ferai tuer pour que vous ayez le droit de les exprimer») est une odieuse imbécillité, qui plus est socialement dangereuse, vis-à-vis de laquelle je rejoindrai sans hésiter Louis-Antoine de Saint-Just, qui, lui, affirmait : «Pas de liberté pour les ennemis de la liberté.»

Se faire le héraut d'une liberté d'expression absolue, c'est, au nom d'une simple position de l'esprit, faire courir des risques gros à ceux qui sont les cibles et les victimes des idéologies haineuses. C'est, aussi, méconnaître ou sous-estimer la puissance de l'expression (par la parole, par l'écrit), laquelle est autant un vecteur d'émancipation que de domination. Il suffit aujourd'hui d'entrouvrir ses yeux (et ses oreilles) pour se rendre compte de l'impact des discours populistes, des harangues xénophobes, des sketches antisémites sur l'opinion dite publique. Les fascismes sont rarement arrivés au pouvoir par un coup de force militaire, se contentant généralement de communiquer habilement, de s'exprimer publiquement, et en toute liberté, pour asseoir leur légitimité au sein d'une partie du peuple. Et le fascisme qui s'installe par la persuasion et la conviction est plus difficile à éliminer que celui qui s'impose par la force. Disciples de Voltaire, êtes-vous prêts à prendre le risque ? Moi, non.

Au contraire, loin d'offrir des tribunes aux fascistes au nom d'un fumeux « débat d'idées », nous devons, en tant qu'anarchistes, pouvoir construire et apporter une réponse concrète, sur différents terrains et sous forme de riposte sociale et politique, à l'expression des idées liberticides. La société libérale d'aujourd'hui – qui dresse un trône à cette liberté d'expression – permet à l'extrême droite de parler en relative impunité, et les discours xénophobes ont d'autant plus d'audience qu'ils sont depuis longtemps portés de concert par les gouvernements successifs. Il est donc plus que jamais nécessaire de perturber cette libre expression, au moins de ne pas la laisser impunie. Empêcher les fascistes de défiler dans nos rues, attaquer leurs locaux, gâcher leurs rassemblements et meetings sont des actions que nous menons et que nous devons continuer à mener pour brider l'expression de ces ennemis politiques qui menacent directement, et dès aujourd'hui, nos libertés. Ce devrait être une banalité que de dire que, pour nous anarchistes, la parole fasciste n'a pas droit de cité.

Reste à savoir, après, quelle stratégie et quelles actions nous devrions adopter et mettre en œuvre pour récuser ces idéologies. Car, assurément, l'antifascisme ne se joue pas que dans la rue et l'opposition frontale et violente. Il se joue surtout dans les analyses politiques que nous saurons développer pour construire un autre regard sur la société et sur notre implication sociale, réelle et concrète, en tant qu'anarchistes, dans nos milieux de vie.

### La liberté doit être un principe excluant

À lire ou à entendre certains camarades libertaires, notamment ces derniers jours, l'anarchisme devrait être vent debout pour défendre une liberté d'expression absolue. Certains d'entre eux vont même jusqu'à se fourvoyer en signant des pétitions pour l'abrogation de la loi Gayssot (celle qui prétend condamner les propos racistes, antisémites ou xénophobes). Ainsi, pour ces anarcho-voltairiens, tout le monde, y



compris nos ennemis politiques les plus directement dangereux (autrement dit les fascistes), aurait droit à la libre parole. Et ce, au nom d'un respect absolu et jusqu'au-boutiste de la liberté. À mon sens, il s'agit là d'une conception libérale, et non pas anarchiste, de la liberté, et, au-delà des raisons exposées précédemment, il me paraît important de préciser ce qu'est et devrait être, pour moi, une approche anarchiste de l'idée de liberté.

Penser que, dans une perspective libertaire, il est absolument essentiel que nous puissions tout dire tout le temps, même les pires assertions racistes, revient, au final, à ne proposer qu'une énième société basée sur la loi de la jungle, celle du plus fort – une société finalement pas très éloignée de celle dans laquelle on vit, capitaliste et étatiste. Car dans une société libertaire qui ne serait pas dotée d'une forme d'organisation collective capable d'interdire l'expression d'idéologies meurtrières, c'est celui qui criera le plus fort qu'on entendra, et la liberté d'expression tant chérie ne sera plus qu'un tremplin pour le grand bond en avant de la haine. Et, alors, le spectre du fascisme – au sens large –, loin d'être un vilain souvenir, pourra à nouveau hanter notre monde... Car c'est bien là, à mon sens, que réside le danger, réel, de dresser un trône à une liberté qui ne serait « pensée » que comme un principe sacrosaint auquel on ne touche pas, une idée per-

missive à l'extrême, un absolu idéologique quasi nihiliste.

La liberté ne doit pas être conçue comme une pure abstraction à laquelle on sacrifie tout comme des religieux à un dieu, mais bien comme un concept clair et précis, défini et élaboré collectivement pour être le vecteur d'une organisation sociale sans autorité, garantissant l'intégrité (physique et morale) de tout un chacun. Il ne s'agit pas de dire « Vive la liberté ! » pour que la liberté devienne réalité, il nous faut la penser au quotidien et la construire ensemble. Cette construction collective, qui doit être permanente, suppose de donner un cadre à l'expression de la liberté, un cadre certes vaste, mouvant sur bien des sujets, mais rigide et inflexible sur d'autres, un cadre susceptible de marginaliser, sinon d'anéantir, l'expression – sous toutes leurs formes – des idéologies liberticides, celles qui, par la haine, portent directement atteinte à l'intégrité de l'individu ou d'une collectivité (le racisme, l'antisémitisme, la xénophobie, le sexisme, l'homophobie). À cet égard, et de mon point de vue anarchiste, la liberté est donc, aussi, un principe excluant.

Alors, voulons-nous vraiment de cette liberté d'expression ? Je n'en suis pas si sûr. Et si oui, alors il nous reste à (re)définir ce qu'elle recouvre exactement, pour éviter le piège de l'interprétation libérale sur lequel fleurissent les fascismes.

G. G.

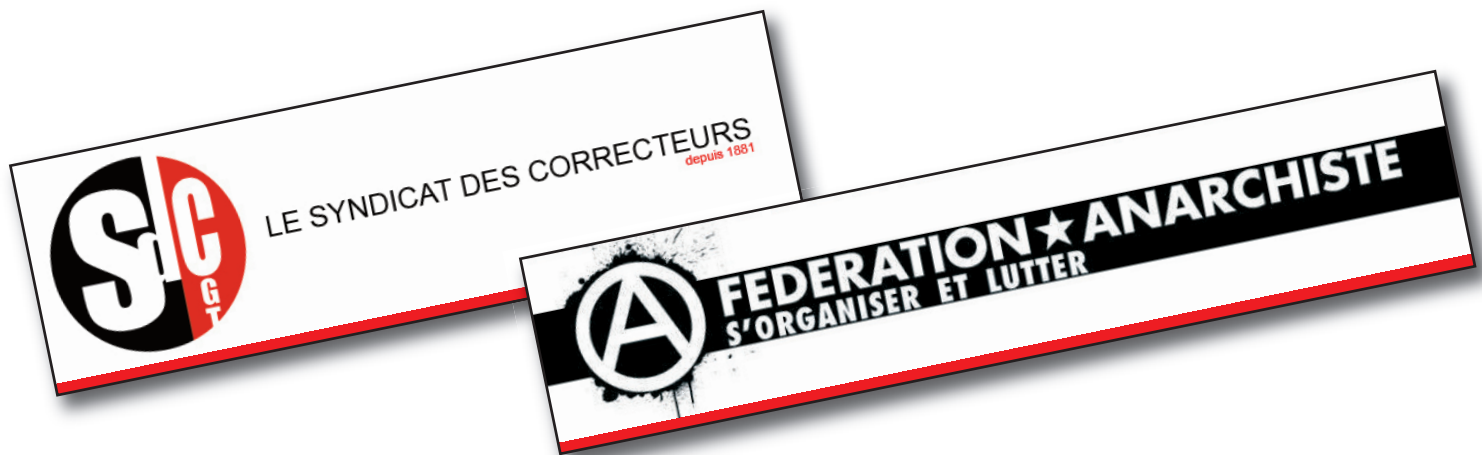




# Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres  
qui l'écriront à leur place. » **Inconnu**

## André Devriendt, en hommage



**Freddy Gomez**

C'EST EN FRÉQUENTANT les assemblées générales du Syndicat des correcteurs dans la première moitié des années 1970 que j'ai connu André Devriendt (1920-2014). Il y exerçait alors la charge de secrétaire. Précis dans ses interventions, l'homme apparaissait discret jusque dans ses emportements. Quand il lui fallait répondre aux diatribes de tel ou tel querelleur de tribune, et ça ne manquait pas, il avait toujours la colère maîtrisée. Comme s'il convenait d'abord, pour lui, de ne jamais se laisser aller à la surenchère verbale. D'aucuns y virent, alors, l'empreinte d'une faiblesse de caractère ; d'autres, comme moi, la marque d'une élégance ou d'une morale, au choix. La suite de l'histoire nous donna, je crois, raison.

Au jusant d'une vague rouge (et noire) qui avait emporté avec elle d'anciennes bien-séances et nourri, d'un même mouvement, quelques penchants pour la ferveur démonstrative, le Syndicat des correcteurs s'ouvrit, en ces années de l'après-68, à une nouvelle géné-

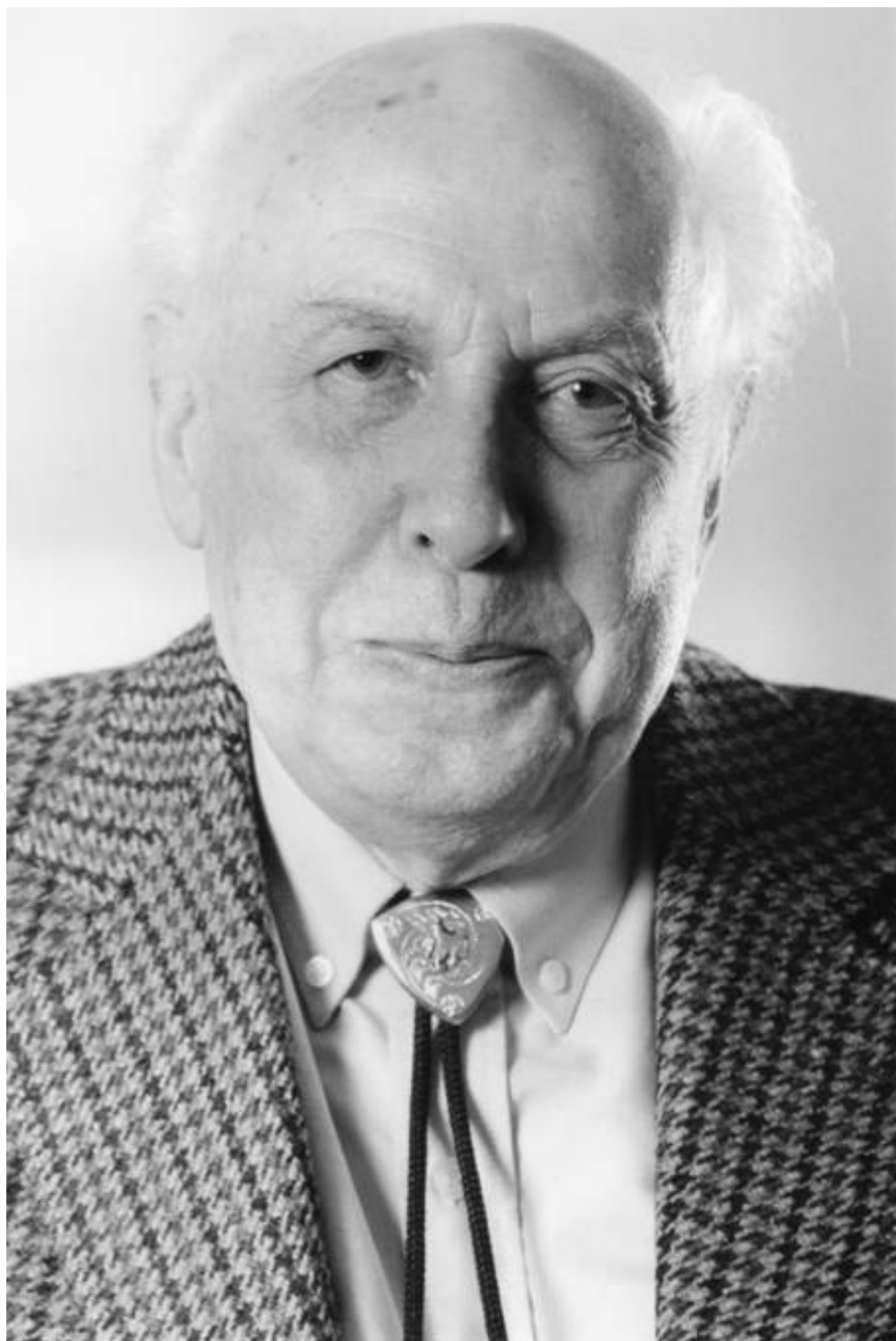
ration, la mienne, celle qui avait connu son heure de gloire – ou ce qu'elle croyait telle – aux pieds des barricades d'un printemps déjà sublimé. Culturellement, le choc fut parfois rude entre la vieille et la jeune garde militante. D'un côté, on croyait, à tort, avoir tout connu des flux et des reflux de l'illusion lyrique. Il s'en fallait de beaucoup. De l'autre, on s'imaginait, sans rire, avoir enfin atteint le Graal en pénétrant, par la porte dérobée du Livre, une CGT jusqu'alors vouée aux gémonies mais incarnant tout de même « la classe » – celle-là même qui, au moment de l'assaut final, s'était laissé « trahir » par ses dirigeants. En ces temps-là, la pensée était binaire, surtout du côté des jeunes pousses.

Dans ces circonstances quelque peu bousculées, le sage André Devriendt, qui avait alors la cinquantaine et vingt ans de syndicat au compteur, mit son expérience de pragmatique éprouvé au service d'une idée simple. Lui, qui n'avait jamais cru que, même de loin, 68 valait

36, eut l'intelligence de comprendre – assez vite – que, désencombrés de leurs manies gesticulantes, ces « gauchistes » de la dernière averse arrivés au syndicat et confusément libertaires pour certains pourraient, le temps de la décantation venu, s'investir, comme militants, dans la maison. Et c'était là la seule chose qui lui importait. Tout acquis à cette idée, il put compter – et comment ! –, à partir de 1972, date de renouvellement de son mandat de secrétaire, sur la complicité énergique de son adjoint et « fils spirituel » Jacky Toublet (1940-2002), qui, lui, chevauchait à l'aise, en anarcho-syndicaliste conséquent, les deux cultures : celle de l'ancien mouvement ouvrier (la vieille et belle CGT des origines) et celle de 68, versant social évidemment. Les deux hommes, à vrai dire, se complétaient à merveille. De par son âge, son attitude, ses façons, André, l'anarchiste affable, incarnait l'image du père tranquille et fédérateur d'un syndicat très divers dans sa composition. Quant à son jeune et fougueux adjoint, Jacky, qui en était l'exact contraire du point de vue du caractère, il était toujours là, bouillonnant et inspiré, pour porter, chaque fois que nécessaire, le fer en assemblée. André, admiratif, disait de lui qu'il était tout à la fois un « breteur » et un « fin politique », sa principale vertu tenant pourtant, à ses yeux, à cette capacité qu'il avait de ne jamais franchir, quel qu'en fût l'enjeu, la limite au-delà de laquelle l'unité du syndicat pouvait être menacée. Cette exigence qui ne cessa, en effet, d'inspirer Jacky, même aux moments les plus rugueux de ses futurs mandats de secrétaire, c'est probablement au contact d'André qu'il l'avait acquise.

En ces temps difficilement imaginables aujourd'hui, où, dans la presse parisienne, le rapport des forces était tel que toute revendication, ou presque, se voyait rapidement satisfaite – un arrêt de travail (ou sa simple menace) suffisait à faire plier l'adversaire de classe, comme on ne dit plus –, l'offensive d'Émilien Amaury, patron de choc du *Parisien libéré*, contre les ouvriers du Livre sonna l'heure de la mobilisation générale. C'était en mars 1975. L'enjeu était clair. Le boute-feu Amaury, cavalier émérite mais par trop présomptueux – la preuve : il mourut des suites d'une chute de cheval (forcément syndiqué) pendant le conflit –, prétendait en finir, à la hussarde, avec le Livre, sa convention collective, ses us et coutumes, ses bureaux de placement et le reste. L'attaque était donc frontale, et c'est frontalement que le Comité intersyndical du Livre parisien (CILP) – où André représentait le syndicat – engagea la résistance avec la ferme volonté de vaincre.

Il est évidemment impossible de retracer ici ce qui fit toute la singularité de cette lutte de longue haleine – vingt-neuf mois tout de même –, mais on ne saurait ignorer que son principal mérite consista sans doute à se réapproprier, avec succès, d'anciennes méthodes d'action directe inventées par la CGT syndicaliste révolutionnaire des origines, celle dont se voulait précisément l'héritier le Syndicat des



correcteurs. C'est évidemment dans cette tradition, désapprise depuis trop longtemps par le syndicalisme plan-plan, que s'inscrivirent les multiples assauts « illégalistes » d'un conflit qui en fut assez friand : « rodéos », occupation de Notre-Dame, déversement de dizaines – voire de centaines – de milliers d'exemplaires du *Parisien libéré* « jaune » sur le bitume de Réaumur ou des Champs-Élysées, interventions sur la Grande Boucle, occupation du paquebot *France*, etc.

Cette lutte prolongée inaugura aussi, pour un temps du moins, au sein du Livre, un vrai moment démocratique où les procédures délibératives débordèrent, pour une fois, le cadre strict de la seule instance habituellement habilitée à décider de la marche à suivre des affaires, à savoir le Comité inter. Ce fut un

temps où les assemblées fleurirent et où les bouches s'ouvrirent. Si l'on ajoute à cela que, durant toute la durée du conflit, deux ans et demi donc, les salaires des travailleurs du *Parisien libéré* furent pris en charge par leurs confrères de la presse parisienne qui, à cette fin, versaient, chaque mois, 10 à 12 % des leurs à leur syndicat respectif, on aura une idée, même légère, de ce que cette lutte historique engagea de détermination, de constance et d'imagination.

Quand, lors de conversations privées, André évoquait, bien longtemps après les faits, ce conflit du *Parisien libéré* auquel il s'était tant donné et qui l'avait tant marqué, il avouait parfois, lui le modeste, une vraie fierté : celle d'avoir su y inscrire, à sa place – mais en

bonne place –, le Syndicat des correcteurs et, ce faisant, de lui avoir permis de gagner pour longtemps, par son implication militante du moment, le respect des autres catégories du Livre. Et nul ne saurait contester, en effet, que, dans cette lutte, l'engagement actif et déterminé de militants, pour la plupart jeunes, du Syndicat des correcteurs changea du tout au tout l'idée que s'en faisaient les autres catégories du Livre – et plus encore leurs militants communistes, autrement dit ses bataillons les plus disciplinés, mais aussi les moins paresseux quand il fallait «aller au charbon». C'est donc là, au cœur des nuits de «rodéos» et dans la fraternité des risques solidairement partagés, que la présence constante d'activistes du Syndicat des correcteurs contribua à modifier radicalement la réputation de la collectivité professionnelle et syndicale tout entière, qui passa d'un coup de la catégorie vague d'«anarcho-rigolos» à celle, nettement plus enviable dans la lexicologie viriliste du combat de classe, de «durs à cuire».

Le Syndicat des correcteurs doit beaucoup à André pour avoir tenu fermement la barre en cette période où – il en convenait aisément – la longueur et l'âpreté du conflit favorisèrent aussi, chez certains adhérents, des comportements peu glorieux. Pour preuve, quelques-uns d'entre eux durent parfois se faire tirer l'oreille pour s'acquitter de leur devoir de solidarité envers les grévistes du Parisien libéré. La justification invoquée par les radins de base relevait toujours du même prétexte : la mainmise des «cocos» sur le mouvement. Ce qui contraria davantage le placide André, c'est que ce discours ne manqua pas d'être relayé par quelques ténors d'assemblée, dont une poignée d'anarchistes historiques du syndicat qui, soudés par un anticommunisme pour le coup réellement primaire, trouvaient des excuses aux grippe-sous. Quand on sait que, par ailleurs, certains militants d'influence de la Fédération anarchiste, à laquelle appartenait André, se gardèrent, de leur côté et pour de petits intérêts de boutique, de condamner les «jaunes» de FO qui faisaient tourner la nouvelle imprimerie d'Amaury implantée à Saint-Ouen, on peut comprendre que la moutarde ait pu lui monter plus d'une fois au nez. Y eut-il, comme l'ont colporté certains camarades bien intentionnés de l'époque, convergence objective entre l'anarcho-syndicaliste André Devriendt et les militants communistes du Livre ? C'est possible, mais, si convergence il y eut, elle était évidemment liée aux circonstances du moment, à la chaleur de la lutte, à la nécessité de l'unité. Ce qui n'est pas discutable, en revanche, c'est que, pour lesdits communistes – on disait «stals», alors –, son adhésion au Parti eût évidemment été saluée comme une belle prise et qu'ils y pensèrent. On en veut pour preuve l'anecdote suivante, que racontait André. C'est Krasucki lui-même, et pas moins, qui, patelin, se chargea de la démarche. La question fut simple : «Et pourquoi ne viendrais-tu pas chez nous ?»; la réponse d'André

aussi : «Pour n'avoir pas à en repartir, Henri.» Et André continua de militer au Livre et à la Fédération anarchiste, ce qui était bien assez pour lui.

Quand sonna l'heure de la fin du conflit, en août 1977, le camarade secrétaire, rotation des mandats obligeant, n'était plus aux affaires depuis mars. Il était retourné à la base et avait repris son labeur de correcteur à la Sirlo-Figaro. Comme tout le monde, il fêta la «victoire». Deux mois plus tôt, il était devenu administrateur (bénévole) de la Mutuelle de la presse et du livre, institution à laquelle il était très attaché et qu'il servit pendant quinze ans comme secrétaire, vice-président, rédacteur en chef du *Mutualiste* et membre du centre médico-pédagogique La Mayotte. Par la suite et parallèlement, il s'investit dans la section des retraités du Syndicat des correcteurs, dont il fut, de nombreuses années durant, secrétaire et responsable de son bulletin, *Entre nous*.

---

### **En ces temps de déshérence où si peu subsiste de notre histoire commune, la noble figure d'André Devriendt devrait rester comme celle d'un homme qui fut capable de transmettre sans heurter.**

---

L'anarchisme, André l'avait découvert, comme c'est souvent le cas, à la faveur d'un hasard. Ouvrier sellier-garnisseur, il tomba sur un exemplaire du *Libertaire* en rénovant l'intérieur d'une bagnole de bourgeois. C'était en 1947. Sitôt lu, le novice, conquis, ressentit l'urgence de se mettre en quête de la bande du quai de Valmy, siège du brûlot. L'accueil fut chaleureux, fraternel, sans complication. Quelques mois après, il fonda le groupe d'Enghien-les-Bains de la Fédération anarchiste, où il résidait, et, plus tard, celui d'Alfortville qui fut, sa vie durant, son port d'attache. Militant sérieux, ponctuel, raisonné, André manifestait peu de goût pour les embrassements dialectiques dont le milieu était friand. Sa nature le portait plutôt à s'impliquer dans les combats qui lui semblaient justes, l'anticolonialisme notamment. Quand, à la faveur d'un conflit interne aux effets dévastateurs, la Fédération cessa, en 1950, d'être «anarchiste» pour devenir «communiste libertaire», André lâcha la proie pour l'ombre, en s'activant, avec d'autres opposants, à reconstruire une nouvelle «fédération anarchiste». Elle vit le jour en 1953 et se dota d'un organe de presse, *Le Monde libertaire*, dont André fut l'administrateur de 1959 à 1963. En 1958, il fut nommé permanent de la «bibliothèque générale» du *Monde libertaire*, dont il avait été l'un des initiateurs et qui ouvrit ses portes 3, rue Ternaux, dans le onzième arrondissement de Paris.

Peut-être est-ce en ces lieux que Louis Louvet (1899-1971), alors secrétaire du Syndicat des correcteurs et animateur de *Contre-*

*courant*, s'enquit un jour, à sa manière, des aptitudes en matière orthographique du compagnon libraire, puis, rassuré, s'enhardit à lui demander : «Et pourquoi ne deviendrais-tu pas correcteur ?» Ce qu'on tient pour certain, en tout cas, c'est que, ici ou ailleurs, cette question lui fut bien posée, fin 1959, et qu'André s'y laissa prendre. Comme d'autres avant lui et autant après. En novembre 1960, il entra au syndicat, fut envoyé chez Laugier (Imprimerie Montmartre) – où il exerça trois années durant un mandat de secrétaire du CE –, puis chez Larousse (Montrouge). Entre-temps, il était entré au comité syndical en 1965. Trois ans plus tard, il devenait secrétaire du Syndicat des correcteurs. Juste avant la grande tempête festive d'un printemps étudiant qui fut aussi, surtout, ce qu'on oublie souvent, la plus grande grève ouvrière de notre histoire.

À partir du moment où il accéda à des postes de responsabilité au sein du Syndicat des correcteurs, André s'appliqua, en anarcho-syndicaliste conséquent, à ne pas confondre les genres. Il continua d'être adhérent de la Fédération anarchiste, mais sans mandat. En mai 1990, à soixante-dix ans donc, il accepta, par amitié, de reprendre du service à la Fédération anarchiste, devenant directeur du *Monde libertaire* en remplacement de Maurice Joyeux, malade. Sept ans plus tard – et pour clore, ou presque, sa mission –, il se vit convoquer devant la XVII<sup>e</sup> Chambre du tribunal correctionnel de Paris, ès qualités de responsable de publication, à la suite d'une plainte pour «provocation au meurtre» déposée par un certain Le Pen Jean-Marie, qui n'avait pas apprécié un dessin signé Lasserpe publié dans les colonnes de l'hebdomadaire anarchiste. Informant de sa relaxe dans les colonnes du *Monde libertaire* du 12 juin 1997, Jacky Toublert s'exprimait ainsi : «Cette affirmation du sieur Le Pen contre l'ami Devriendt avait toutes les caractéristiques de la bouffonnerie sinistre, du grand-guignol plutôt, dans sa version saignante. Surtout lorsqu'on sait qu'André, entre 1952 et 1962, dans ces temps de honte pour la République française, colla d'innombrables affiches contre la guerre que la France menait contre les peuples de sa colonie et peignit des «Paix en Algérie» sur bien des murs de Paris et de sa banlieue. L'officier de parachutistes Le Pen, dans le même temps, se livrait à d'autres activités moins humanistes.»

En ces temps de déshérence où si peu subsiste de notre histoire commune, la noble figure d'André Devriendt devrait rester comme celle d'un homme qui fit lien, qui sut tenir sa place et qui fut capable de transmettre sans heurter. Toujours avec simplicité. «Flamand la Simplicité», c'était d'ailleurs le nom qu'il s'était choisi, en 1946, quand il fut reçu compagnon sellier-garnisseur à l'Union compagnonnique des devoirs unis. «Flamand», parce qu'il était de parents belges originaires de Flandre. «Simplicité», parce qu'il y voyait une qualité devant être cultivée avec constance. Cette même constance qu'il mit à être un syndicaliste subtil et un anarchiste conséquent. Un anarcho-syndicaliste, en somme. **F. G.**

# Max Nettlau Itinéraire

## d'un historien anarchiste

PEU APRÈS LA MORT de Nettlau, en 1945, son vieil ami Rudolf Rocker, réfugié aux États-Unis, entreprit la rédaction d'un ouvrage sur sa vie et son œuvre. Il avait conservé des lettres, des notes, il avait accès à quelques riches collections, et mit quelque six mois à rédiger un livre – qui ne parut en allemand qu'en 1978. Entre-temps étaient parues une traduction en espagnol, assez fautive, puis une autre en suédois.

L'œuvre de Nettlau, indispensable pour l'histoire de l'anarchisme jusqu'en 1918 au moins, est difficile d'accès : sa biographie de Bakounine, jamais éditée, doit être complétée par des volumes de notes, certaines en sténographie ; sa grande *Histoire de l'anarchisme* n'a pas encore été publiée en entier (et le résumé en français, traduit de l'italien lui-même traduit de l'espagnol, est un concentré de fautes et de coquilles, hélas). La biographie de Malatesta, revue pour l'édition en anglais, a été taillée par l'éditeur ; celle de Reclus est plus complète en espagnol qu'en allemand... Même si l'énorme fonds de correspondance, de notes et de manuscrits conservé à l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam est désormais accessible en ligne (42 mètres linéaires, près de 4 000 dossiers numérisés, sans compter les lettres de Nettlau qui se trouvent dans d'autres fonds!), il faut lire l'allemand et quelques autres langues, et déchiffrer gribouillages et manuscrits sans pitié pour les yeux.

Nettlau est un historien atypique. Il s'est intéressé presque exclusivement à l'histoire des idées des anarchistes, bien moins au mouvement et aux organisations, encore moins au contexte dans lequel vivaient les hommes et les femmes dont il parle. Il accumule les informations, les citations, les détails. « Le travail de l'historien ne connaît pas de fin, écrit-il à Rocker. Des détails sans importance aux yeux de quatre-vingt-dix-neuf individus sur cent sont justement les plus significatifs au regard du centième, et c'est cela qui importe » (p. 43), parce que ces détails « jusqu'ici éloignés les uns des autres semblent soudain s'emboîter les uns dans les autres pour former une certitude nouvelle » (p. 110). Il va voir tous les militants, tous les témoins qu'il peut trouver en Europe, leur écrit, prend des notes en masse et souvent dans sa sténographie particulière, conserve le moindre bout de papier,

ne cesse de compléter et de corriger. Mais il laisse à la lectrice la tâche d'emboîter entre eux ces détails innombrables.

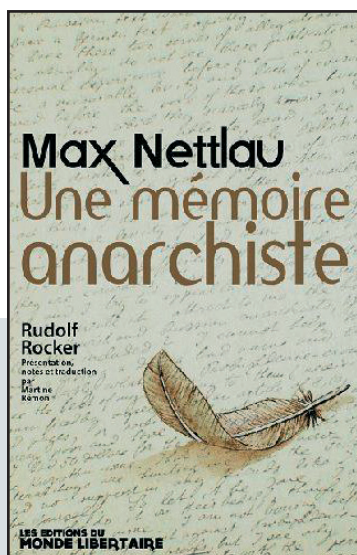
Rocker connaissait Nettlau, son aîné de moins de dix ans, depuis le congrès international socialiste de Londres en 1896, et pendant quarante ans ils se fréquentèrent régulièrement, à Londres, à Berlin. Le premier est un organisateur, un acteur du mouvement anarchiste et anarcho-syndicaliste, mais il écrit aussi des livres historiques et déniche des manuscrits pour son ami ; celui-ci un observateur : il raconte que de sa vie il n'a été élu que dans un seul comité (à Londres en 1890) et n'a donné que quatre conférences dans sa vie.

Ses livres sont difficiles d'accès ; des éditions comportant appareils de notes et index sont parues depuis quelques années en Allemagne, ce qui est vraiment utile aux chercheuses. Les traduire n'en ferait pas nécessairement des objets lisibles.

Mais pour la traduction de cette biographie intellectuelle, Martine Rémon s'est attelée avec intelligence et persévérance à une tâche qui semblait surhumaine. Elle a pris le parti de conserver le texte tel quel, y adjoignant quelques notes discrètes, et le faisant précéder de brèves biographies ainsi que de la belle préface à l'édition allemande par Rudolf de Jong. Et des débuts de la traduction à l'ouvrage que j'ai entre les mains, le chemin semble avoir été fort long : il y a plus de dix ans qu'il était annoncé ! Le mettre à jour en y incluant l'état actuel des connaissances au sujet de Nettlau serait adapté à une thèse universitaire, pas à une traduction.

Si vous n'êtes pas trop féru d'érudition, glissez sur la première partie. C'est un inventaire des travaux historiques de Nettlau, fidèle au texte imprimé d'origine qui n'est pas exempt d'erreurs et d'approximations. Ensuite, la vie prend le dessus, les débats d'idées, les polémiques, les amitiés. Puis les souvenirs en première personne de Rocker, les lettres adressées par Nettlau à lui-même et à d'autres, les récits de tiers, ce qui est la chair et l'esprit de la tribu anarchiste.

Marianne Enckell  
CIRA Lausanne



Rudolf Rocker, Max Nettlau, une mémoire anarchiste, traduit de l'allemand et présenté par Martine Rémon. Paris, éd. du Monde libertaire, 2014, 413 p., 18 euros.

# La Fédération anarchiste dans le Gard et le Vaucluse

UN GROUPE DE MILITANTS ET MILITANTES de la Fédération anarchiste est apparu dans le Gard en 1984. Au gré de ses fortunes, ce groupe évolua en 2000 vers l'actuel Groupe Gard Vaucluse de la Fédération anarchiste. Il réunit, comme son nom l'indique, des hommes et des femmes à l'échelle de deux départements, et cela afin de répondre aux besoins de regroupements des uns et des autres. Pour la plupart d'entre nous, il s'agit à la fois d'un ancrage individuel dans un collectif anarchiste, un ancrage collectif à une fédération de groupes partageant nos objectifs, et une volonté de résister à l'ambiance générale d'un repli sur soi doublé d'une désespérance à lutter contre une organisation révoltante du monde.

Nous sommes organisés comme bien des groupes anarchistes à partir de statuts, de modalités de fonctionnement répartissant entre nous les responsabilités techniques afin de faciliter le partage et le contrôle des tâches effectuées. De fait, nos différences d'âge et de milieu permettent une richesse de pratique et de réflexion, et nous nous retrouvons dans le but de partager nos visions anarchistes entre et autour de nous, mus par nos affinités et notre volonté de transformation sociale et économique. Pour nous – et nous ne sommes pas les seuls, heureusement! – un groupe anarchiste se doit d'être le plus fidèle possible aux pratiques et aux buts poursuivis. À ce titre, notre groupe associe des hommes et des femmes qui œuvrent à partir des valeurs et des méthodes libertaires en faveur d'une société autogestionnaire et fédéraliste libertaire, débarrassée du capitalisme et des autoritarismes, et qui tendent vers l'abolition des dominations sociales, économiques, sexuelles, raciales... Nous accueillons les personnes aux recherches semblables aux nôtres.

Parce que nous avons une vision de l'anarchisme organisé et social, nous sommes aussi en réseau avec nos camarades fédérés de la région (Hérault, Bouches-du-Rhône et Ardèche, etc.). Nous participons autant que possible à la vie et à l'animation de la Fédération anarchiste en participant à ses instances internes, en écrivant des articles pour *Le Monde libertaire*... La plupart du temps nous essayons de travailler avec d'autres acteurs du mouvement social local, libertaire, mais pas seulement. Cela nous permet de construire, de confronter et d'élargir nos champs d'action et de réflexion. Notre conception et notre pratique de l'anarchisme



nous poussent aussi, individuellement autant que collectivement, à être observateurs et à rester ouverts aux mouvements et aux idées qui font notre temps. Nous nous confrontons au réel et nous débattons avec les gens à partir de notre culture politique, de nos pratiques et de nos ambitions de transformation sociale, sans sectarisme, mais sans jamais délaissier notre culture politique anarchiste.

Logiquement, nous nous investissons dans des mouvements et des groupements compatibles avec nos objectifs. Et ceux ou celles d'entre nous qui le souhaitent ou le peuvent s'investissent également à titre personnel dans les questions et mouvements de leur choix. Nous avons ainsi pu œuvrer collectivement à des manifestations liées à l'autogestion, l'antifascisme, les luttes zapatistes, les luttes contre le nucléaire civil et militaire, la défense des droits sociaux... Et nous sommes présents à titre individuel sur les terrains du syndicalisme, de la lutte contre les idées réactionnaires, de l'autogestion de groupements d'achats alimentaires, du soutien concret au mouvement zapatiste, de l'organisation de Horizons, la fêria du livre de la critique sociale et des émancipations de Nîmes, de l'organisation de concerts... Nous rejetons toute attitude – souvent érigée en image

d'Épinal – de l'anarchiste exalté et asocial, et nous privilégions la construction sociale, la réciprocité des échanges, et l'argumentaire sans anathèmes, dans une démarche ouverte aux autres. Nous ne cautionnons pas l'attitude du repli sur soi appuyée par une sacralisation du discours anarchiste qui a souvent cours dans les groupes libertaires.

Nous organisons aussi souvent que possible des réunions publiques sur des sujets d'actualité ou sur des questions plus spécifiquement de façon anarchiste. Nous n'envisageons pas d'être des activistes anarchistes ou des gens déconnectés des réalités de leur temps; la pensée et l'action sont donc des outils complémentaires. Des livres ou des films qui firent l'actualité nous ont permis d'accueillir Norman Baillargeon puis Philippe Pelletier sur l'anarchisme, Yannis Youlountas au sujet de la Grèce en lutte, Ronald Creagh qui nous parla de Noam Chomsky, Jean-Jacques Gandini pour la désobéissance, Larry Portis sur le fascisme... pour les plus connus d'entre eux.

Notre principal outil de communication est le blog : [www.fa-30-84.org](http://www.fa-30-84.org).

Groupe Gard-Vaucluse  
de la Fédération anarchiste

## RADIO LIBERTAIRE

### Jeudi 22 janvier

10:00 > 12:00 **Chronique hebdo.** Analyse libertaire de l'actualité.

### Vendredi 23 janvier

14:30 > 16:00 **Les Oreilles libres.** Artiste sonore et plasticien basé à Bruxelles, Yann Leguay est un véritable saboteur médiatique qui se joue avec irrespect des fonctions attribuées originellement à la machine.

### Samedi 24 janvier

11:30 > 13:30 **Chronique syndicale.**

### Lundi 26 janvier

16:00 > 18:00 **Trous noirs.** Yves Lenoir, ingénieur iconoclaste, mis au ban d'une certaine communauté scientifique, est président de l'association Enfants de Tchernobyl Belarus.

18:00 > 19:30 **Sciences en liberté.** La science contre les homosexuels; interview de Bernard Moreau pour son livre *L'Homosexualité en Anjou*.

### Mardi 27 janvier

19:30 > 20:30 **Parole d'associations.** Histoire et vie du Lucernaire avec Philippe Person (directeur) et Sandra Vollant.

### Mercredi 28 janvier

18:30 > 20:30 **Femmes libres.** Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

# Midi pile, l'Algérie

**C'EST LA RÉCRÉ.** Julien, bouleversé, court à toute vitesse annoncer la terrible nouvelle à ses copains – Quentin, Bastien, Nicolas et Saïd: «Carcasse est occupée par un type bizarre.»

Carcasse, c'est la vieille Renault 6 toute déglinguée qui gît sur un terrain vague et qui est le repaire des cinq copains. En plus, le «type bizarre est armé».

Panique des cinq amis qui décident sur le champs de chasser l'intrus de leur chère Carcasse.

Après s'être concertés, ils décident de l'attaquer pour le faire fuir.

Et les voilà, armés de cailloux, de billes en acier et d'un lance-pierre pour faire déguerpir l'occupant.

Equipés comme des pros, les cinq petits potes se retrouvent à 11h40, armés jusqu'aux dents.

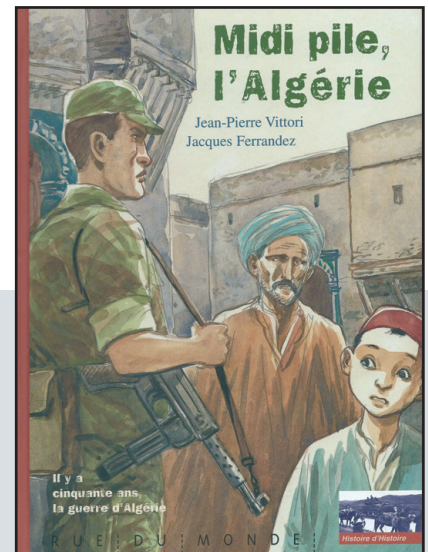
Ils décident d'attendre jusqu'à 12 heures, histoire de se donner du courage. Il est midi. Les cinq s'apprêtent à donner l'assaut au misérable.

Quand, surprise! Qui voient-ils arriver? Le grand père de Saïd! Et ce dernier de prendre dans ses bras «l'homme à faire fuir»!

Alors, le grand père de Saïd leur raconte: pendant la guerre d'Algérie, son ami arabe était un fellagha et lui était en quelque sorte son ennemi puisqu'il faisait partie du contingent français qui était là pour «nettoyer». L'Algérie de ces Algériens qui étaient pourtant dans leur pays.

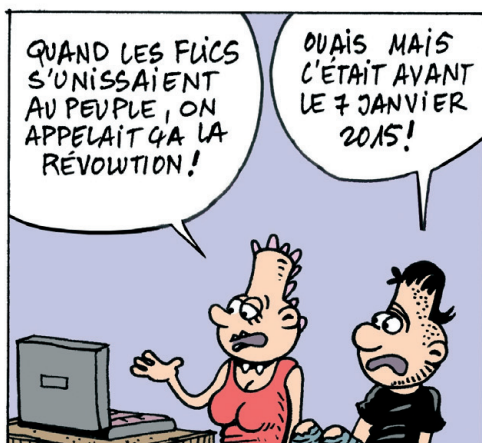
Voilà, je vous laisse lire la suite! À notre époque où le racisme explose, ce petit livre me semble indispensable à lire par les jeunes et leurs parents.

Laurence Warot



Écrit par Jean- Pierre Vittori, illustré par Jacques Ferrandez, *Midi pile, l'Algérie*, Rue du Monde, 32 pages.

## PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



# AGENDA

## Samedi 24 janvier

### Paris XVIII<sup>e</sup>

16 heures. dans le cadre de l'École de La Rue, première séance du cycle « Histoire et sociologie de la démocratie représentative », conférence-débat sur le thème de « L'appropriation-imposition de l'élection, ou comment les citoyens sont devenus électeurs », à La Rue, 10 rue Robert-Planquette.

### Paris XI<sup>e</sup>

16h30. Rencontre et débat avec Olivier Le Cour Grandmaison autour de son livre *L'Empire des hygiénistes*. Vivre aux colonies (Fayard). Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

### Dijon (21)

De 15 heures à 19 heures. Débat, exposition, diaporama à la librairie Black Market, autour de la pratique libertaire du sport. Avec Wally Rosell qui a participé au livre *Éloge de la passe et du Monde libertaire* hors série « De l'autre côté du sport ». 21, rue Berbisey.

## Jeudi 29 janvier

### Limoges (87)

18 heures. Soirée en hommage à Pete Seeger (1919-2014), inoubliable voix de la résistance à la guerre, évoquée par ses amies et amis américains et français. Organisé par le groupe limousin de l'Union pacifiste, avec le soutien du Centre international de recherches sur l'anarchisme en Limousin. Salle Blanqui 3 (derrière la mairie). Entrée libre.

## Samedi 31 janvier

### Paris XI<sup>e</sup>

16h30. Rencontre et débat avec Rebecca Wengrow autour de son livre *Trois quarts d'heure d'éternité* (Fortuna Éditions). Rebecca Wengrow nous embarque dans les couloirs de la maison d'arrêt de

Fresnes. Nous la suivons pas à pas, mur après mur, porte après porte, jusqu'à lui... Avec la participation de Jacques Lesage de La Haye de l'émission Ras-les-murs de Radio libertaire. Entrée libre. Librairie du monde libertaire, 145, rue Amelot.

## Mercredi 4 février

### Marseille (13)

19 heures. Conférence-débat précédée de la projection du documentaire de Nicolas Eprendre, *Élisée Reclus, la passion du monde*. Avec Nicolas Eprendre, réalisateur, Philippe Pelletier, géographe, Ronald Creagh, sociologue et historien et Jean-Pierre Lanfrey, modérateur. Théâtre Toursky, 16, promenade Léo-Ferré.

## Samedi 7 février

### Paris XVIII<sup>e</sup>

16 heures. dans le cadre de l'École de La Rue, seconde séance du cycle « Histoire et sociologie de la démocratie représentative », conférence-débat sur le thème de « La professionnalisation de la politique et la fermeture du champ politique aux citoyens ordinaires », à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette.

## Jeudi 19 février

### Merlieux (02)

18h30 à 21 heures. Rencontre-débat à la Bibliothèque sociale avec l'écrivain Léo Lapointe autour de son dernier polar *Le Planqué des huttes* (Pôle Nord, 2014) dont l'action se situe en Picardie, avant et pendant la guerre 14-18, avec en toile de fond les luttes ouvrières d'Amiens, l'ancêtre d'Arsène Lupin et l'arrivée des chinois sur les côtes picardes. Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite. Plus d'infos sur: <http://kropotkine.cybertaria.org/><http://kropotkine.cybertaria.org/>

[kine.cybertaria.org](http://kine.cybertaria.org) Athénée libertaire. 8, rue de Fouquerolles.

## Jeudi 19 mars

### Merlieux (02)

18h30 à 21 heures. Rencontre-débat à la Bibliothèque sociale avec l'écrivain Guy Marival autour de son ouvrage *La Chanson de Craonne* (Corsaire éditions, 2014). Cette chanson est la plus connue des chansons nées de la guerre. Mais qui sait-on exactement de sa genèse et de son histoire? L'invité a mené l'enquête. Table de presse. Apéro dînatoire. Entrée libre et gratuite. Plus d'infos sur: [kropotkine.cybertaria.org](http://kropotkine.cybertaria.org). Athénée libertaire. 8, rue de Fouquerolles.

### L'ÉCOLE DE LA RUE

Cycle de conférences-débats « Histoire et sociologie de la démocratie représentative ».

**24 janvier 2015, 16 heures. Séance 1 : l'appropriation-imposition de l'élection ou comment les citoyens sont devenus des électeurs**

**7 février 2015, 16 heures. Séance 2 : la professionnalisation de la politique et la fermeture du champ politique aux citoyens ordinaires**

À la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, Paris (XVIII<sup>e</sup>).

Organisée par le groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste.

Programme sur le site [www.groupe-louise-michel.org](http://www.groupe-louise-michel.org).



# Actuellement **en** kiosques

Bimestriel de la Fédération anarchiste  
n°59 janvier-février 2015

HORS-SERIE

## LE MONDE LIBERTAIRE



Merci de laisser  
l'Etat dans les WC  
où vous l'avez  
trouvé

**LE DOSSIER :**

**ACTIONS DIRECTES**

*L'anarchie à l'épreuve du réel*



**INTERVIEW : LYDIE SALVAYRE**

Hors-série n°59 du *Monde Libertaire*  
Janvier-février 2015

M 06726 - 59H - F : 5,00 € - T : 5,00 DT - RP



[www.monde-libertaire.fr](http://www.monde-libertaire.fr)